



200 FCFA

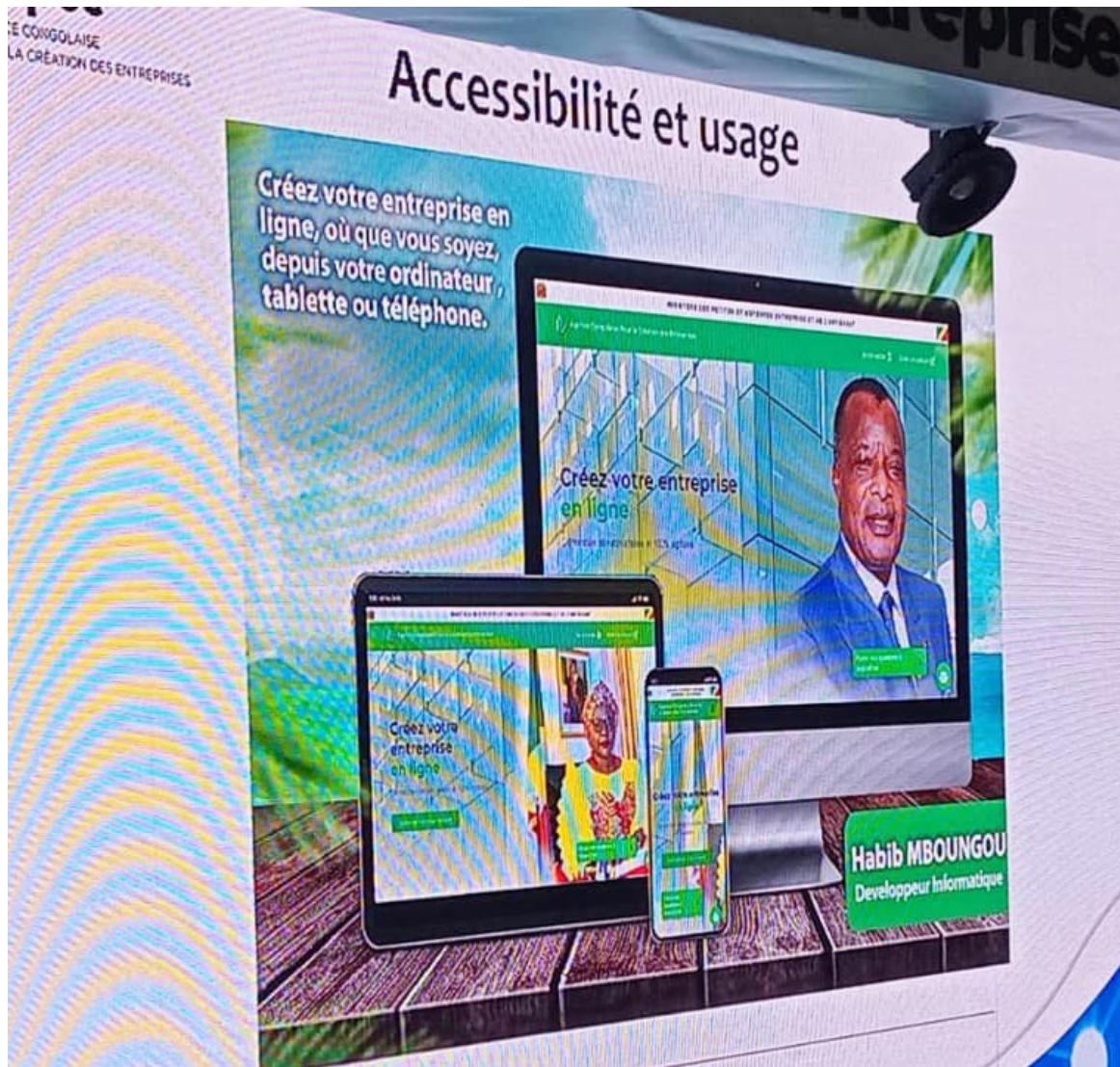


www.adiac-congo.com

N°5139 LUNDI 8 DÉCEMBRE 2025

PME

Mise en service de la plateforme de création d'entreprises en ligne



Le gouvernement vient de mettre en place une plateforme digitale permettant de créer des entreprises sans se déplacer physiquement vers le guichet unique. Cette plateforme est accompagnée d'un

centre d'appel répondant au numéro vert : 1730 pour informer les entrepreneurs et accompagner les porteurs de projets. «*Cette innovation, qui répond aux attentes des usagers, lève de nombreuses barrières*

administratives», a déclaré la ministre des Petites et Moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, en procédant au lancement de ces deux outils.

Page 3

CONGO 2026-2031

Et si l'on engageait la bataille du social?

Page 3

INTERVIEW

Digne Elvis Tsalissan Okombi : « La jeunesse constitue le moteur du développement socio-économique de notre pays »

Dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville à Paris en France, l'ancien ministre chargé des Relations avec le Parlement, Digne Elvis Tsalissan Okombi, actuel initiateur de l'ONG Génération Auto Entrepreneur Patriarche, a indiqué que l'initiative consiste à trouver des réponses concrètes aux préoccupations de la jeunesse congolaise en l'orientant vers l'entrepreneuriat. « Pour mener à bien cette orientation majeure, nous avons désigné Denis Sassou N'Gesso comme étant notre patriarche. Dans la logique des choses, nous l'avons invité de surcroît à se présenter à l'élection présidentielle de 2026 », a-t-il expliqué.

Page 8



CONTENU LOCAL AFRICAIN

Plaidoyer pour un modèle de souveraineté économique

Lors de la 30^e édition des « Vendredis de Carrefour » dédiée au contenu local à Brazzaville, les responsables politiques, experts et acteurs économiques africains ont appelé à un modèle de développement fondé sur la production locale, la souveraineté économique et une intégration continentale renforcée.

Page 16

LITTÉRATURE

Une œuvre pour raviver la mémoire de Jacques Opangault



Des Congolais de divers horizons ont répondu présent à la cérémonie de présentation-dédicace du livre « Jacques L. Opangault 1907-1978 : De la colonie à la République, l'action politique », publié chez L'Harmattan. Une œuvre signée du professeur et chercheur Élie Mavoungou, disparu en 2024, et portée aujourd'hui par celui qui en fut le témoin privilégié et préfacier, Émile Opangault, fils du héros politique.

Page 9

ÉDITORIAL

Option de paix

Page 2

ÉDITORIAL

Option de paix

Dans la crise qui oppose le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC), la position de la République du Congo, pays avec lequel les deux premiers partagent le même espace géographique -l'Afrique centrale- est demeurée constante : inciter les parties à dialoguer malgré les conséquences dramatiques des violences que subissent les populations civiles innocentes des provinces du Nord et du Sud-Kivu depuis trois décennies.

Quitte à être parfois traitée de tous les noms d'oiseaux, Brazzaville a maintenu les liens d'amitié et de coopération avec Kinshasa et Kigali, jugeant que seule une paix des « braves » impliquant les deux pays voisins est en mesure de stabiliser la situation à leurs frontières communes et ouvrir la voie au retour de la confiance. Un tel voeu passe nécessairement par des pourparlers directs entre les plus hautes autorités des deux pays.

La présence, le 4 décembre, à Washington, aux Etats-Unis, des présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagamé suivie de la signature d'un accord de paix supervisé par leur hôte, le président américain, Donald Trump, participait de cette volonté de parvenir à une solution négociée à la lacinante crise. Tant en effet qu'ils ne se parleront pas, les deux dirigeants ne pourront che-miner vers l'apaisement dont leurs compatriotes ont tant besoin.

Du fait de ses diverses implications, le conflit de l'Est de la RDC est complexe. Eclaté en 2016 à la suite de l'insurrection menée par l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo) de Laurent Désiré Kabila, il a fortement nui à la stabilité de la région des Grands lacs et au-delà mais aussi mis à mal nombre d'initiatives diplomatiques.

De Doha à Luanda, en passant par Nairobi, Addis-Abeba et Washington, la preuve est donnée de ce que pour le bien de tous, et surtout pour aller au développement, Kinshasa et Kigali ont l'indispensable obligation de fumer le calumet de la paix. Du côté de Brazzaville, l'accord trouvé dans la capitale américaine est vivement salué. Prions cette fois qu'il soit le bon. Définitivement !

Les Dépêches de Brazzaville

COMMUNICATION ET MÉDIAS

Le ministère et le CSLC échangent sur des questions vitales



Le ministre de la Communication et la délégation du CSLC/Adiac méritent de réponses adéquates autant il est nécessaire pour le CSLC d'instruments adaptés afin de d'accomplir pleinement ses missions.

Pour sa part, le ministre de la Communication et des médias a réaffirmé la disponibilité du gouvernement à travailler en étroite collaboration avec le régulateur. Saluant cette démarche de concertation amorcée, les deux parties ont exprimé la volonté de la renforcer. Plusieurs mesures concrètes devraient être annoncées dans le prochains jours, selon les deux parties.

Rominique Makaya

Le financement de la presse, les aspects liés à la gestion des fréquences, des outils du régulateur en vue de faciliter le travail du régulateur font partie de plusieurs problématiques au menu d'un échange entre le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Moungalla, et la délégation du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) conduite par son président, Médard Milandou Nsonga.

Autant les questions d'actualité qui préoccupent les professionnels des médias

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAc)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice
Elion, Rominique Nerplat Makaya

Grand reporter : Nestor N'Gampoula

Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÉCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

SECRÉTARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ans

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga

Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulan, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,

eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

PME

Mise en service de la plateforme de création d'entreprises en ligne

En présence de ses collègues, membres du gouvernement, des diplomates et autres partenaires, la ministre des Petites et Moyennes Entreprises (PME), et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo a lancé, le 5 décembre à Brazzaville, la plateforme digitale permettant de créer une entreprise en tout temps et en tout lieu sans se déplacer physiquement au guichet unique.

« *Le paysage entrepreneurial congolais entre dans une nouvelle ère* », a fait savoir la ministre des PME et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, lors de la mise en service de la plateforme de création d'entreprises en ligne, inaugurée séance tenante par deux chefs d'entreprises qui ont bouclé leurs formalités digitales, témoignant de sa bonne fonctionnalité. « *Cette innovation lève de nombreuses barrières administratives. Elle répond aux attentes des usagers et des partenaires dans la perspective d'un climat des affaires plus attractif, plus transparent, plus performant* », a-t-elle poursuivi.

La ministre des PME et de l'Artisanat a par ailleurs reconnu que l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle à laquelle l'administration congolaise s'engage s'inscrit dans un cadre rigoureux de protection de données personnelles. Elle a, pour ce faire, rassuré les usagers de



Les membres du gouvernement et les partenaires Adiac

la plateforme : « *La confidentialité et la sécurité des informations reçues des usagers constituent pour nous un impératif absolu* ».

Numéro vert : 17 30

À dire vrai, la plateforme de création d'entreprises en ligne n'est pas l'unique outil

mis en service par la ministre des PME et de l'Artisanat. Il y a également le centre d'appel répondant au numéro vert : 1730. Dans l'objectif de rapprocher l'administration des usagers, ce centre permet non seulement d'informer les entrepreneurs sur les procédures mais aussi d'accompa-

gner les porteurs de projets ainsi que les acteurs des secteur public et privé.

« *Ces deux outils sont disponibles en langue française. Leur extension en langues nationales et étrangères est prévue afin d'en renforcer l'accessibilité et faciliter l'inclusion* »

numérique », a précisé la ministre Jacqueline Lydia Mikolo qui a par ailleurs, primé l'entrepreneur ayant mis en place la 5000ème entreprise au Congo. Il convient de souligner que la plateforme de création d'entreprises en ligne et le numéro vert : 1730 sont sous la houlette de la direction générale de l'Agence congolaise pour la création des entreprises. Dieumerci Kibangou, directeur général de la structure, y voit une avancée majeure dans la modernisation de l'administration congolaise et une démarche visant à améliorer la qualité du service public.

Ces deux outils annoncent de nouvelles perspectives d'insertion socio-économique des jeunes entrepreneurs et porteurs de projets dans la dynamique d'inclusion numérique, du E-gouvernement. Le travail ayant abouti à leur mise en œuvre résulte d'une synergie de plusieurs départements ministériels.

Rominique Makaya

LE FIN MOT DU JOUR

Congo 2026-2031: et si l'on engageait la bataille du social?

Que défendront-ils comme projets de société les potentiels candidats à l'élection présidentielle de l'an 2026 ? La question mérite d'être posée au regard de la situation socio-économique particulière du Congo à l'orée de cette échéance capitale.

Rappelons d'entrée de jeu que le quinquennat à venir s'achèvera en 2031, au beau milieu du gros tiers du 21ème siècle. On l'imagine exposé à de grands défis car à côté des avancées projetées au plan économique, il devra en même temps, et même suffisamment, prendre en ligne de compte les nombreux contentieux sociaux accumulés au long des décennies antérieures. Quels en sont les plus parlants ?

Dans le décompte, il est difficile de ne pas penser au lacinant dossier de la dette intérieure, à la facture sociale que représentent les arriérés dus aux agents de plusieurs établissements publics et parapublics en difficulté, à la mise en œuvre effective du programme dédié à la réinsertion des

ex-combattants (le fameux PDDR), aux bourses d'étudiants, aux pensions de retraites, aux expropriations d'intérêt public et les sommes attendues par les bénéficiaires, aux victimes des catastrophes accidentelles, la plus emblématique étant celle du 4 mars 2012.

Ces questions sociales ne doivent pas à elles seules accaparer l'essentiel des ressources mobilisées par l'Etat sur les cinq prochaines années. Le monstre froid qu'il est a beaucoup de chats à fouetter. Mais tenir compte de cette forte demande sociale, et la traiter de façon programmatique dans les priorités de l'exécutif aura assurément un effet positif sur la tranquillité de la Cité, sur la consommation des ménages et l'activité économique.

Des citoyens rentrés dans leurs droits changent nécessairement leur regard sur la marche de la société dans laquelle ils vivent et contribuent autant que faire se peut à son épanouissement. Le retour de la confiance dans les institutions et envers les diri-

geants sert alors de locomotive à une population appelée à s'investir pour la cause nationale.

Dans le cas du Congo, les jalons sont posés pour permettre un décollage du pays comme en témoigne la construction des infrastructures de base dans les secteurs industriel, agropastoral, scolaire, universitaire, sanitaire, routier, culturel et sportif. Le maillon faible de ces avancées remarquables est sans conteste un contrôle et un suivi rigoureux pour en assurer l'entretien et la pérennité.

À titre d'exemple, le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville, plus grand établissement sanitaire du pays, continue de faire parler de lui comme étant l'entité nationale la plus difficile à manager. Il faut pourtant lui administrer une thérapie de choc pour le guérir mais à ce jour, malgré toutes les tentatives en la matière, les attentes ne semblent pas comblées.

À cette enseigne des dysfonctionnements frisant l'immobilisme sont aussi logées les sœurs jumelles du quo-

tidien des Congolais que sont l'eau et l'électricité. Des efforts entrepris dans ce sens doivent être soutenus pour leur faire gagner la bataille de la modernité.

Des problèmes soulevés précédemment, l'on peut retenir, modestement, que le Congo possède les atouts pour se réconcilier avec lui-même si l'heureuse ou l'heureux élu, dépositaire du prochain quinquennat, prend l'engagement de consacrer une bonne partie de sa gouvernance aux préoccupations quotidiennes des Congolais.

Ce ne sera pas l'unique chantier, loin s'en faut, mais il semble que le prendre à bras-le-corps, le traiter avec méthode pourra libérer les énergies insoupçonnées et faire des cinq prochaines années, à compter de l'an 2026, celles du couronnement de la nation.

Croire ce challenge et y consacrer un peu de temps c'est déjà réussir ; c'est déjà gagner.

Gankama N'Siah

PREMIÈRE ÉDITION DE VOQUART CLASS

Des jeunes découvrent les opportunités de l'Internet

La plateforme d'action communautaire la « Voix des quartiers » (Voquart) a organisé les 4 et 5 décembre à la présidence de l'Université Marien-Ngouabi à Brazzaville, la première édition de Voquart Class sur le thème « Créer les conditions de son autonomie grâce à Internet ».

Regroupant des jeunes venus des neuf arrondissements de Brazzaville, cette rencontre a été une occasion offerte à la jeunesse pour se faire une idée des diverses opportunités que regorge l'Internet. La responsable communication de Voquart, Kimia Mimpongo, a rappelé que le thème de cette journée est tout sauf anodin. « Nous savons que l'éducation ne se limite plus aux salles de classe. Elle vit dans la curiosité, dans l'accès à l'information, dans l'ouverture d'esprit, et surtout dans l'initiative personnelle. Aujourd'hui, avec un simple téléphone connecté : on peut vendre sans boutique, apprendre sans professeur, travailler sans bureau, collaborer sans frontières, commencer à réaliser ses rêves sans attendre l'autorisation de personne », a-t-elle déclaré.

Selon elle, l'autonomie n'est plus un idéal lointain, mais une compétence, une attitude, une discipline et un choix. De ce fait, elle exige de la régularité, de la persévérance, mais surtout la conviction que chacun a quelque chose à apporter. Parlant de Voquart, elle rappelé que sa mission est de donner la parole aux quartiers ; révéler les talents ; ouvrir des opportunités, et permettre à chaque habitant de devenir acteur du développement de sa propre communauté. « Chacune de vos idées compte, chacune de vos initiatives compte, chacune de vos réussites contribue à bâtir un Congo plus fort et plus uni.

Nous sommes engagés pour l'autonomie, la cohésion et l'inclusion des populations des quartiers dits reculés de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, et bientôt bien au-delà », a conclu Kimia Mimpongo.

Représentant du Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ), Clanel Okana s'est félicité de cette initiative qui s'inscrit dans la dynamique nationale de valorisation des compétences de la jeunesse et de promotion de l'éducation. D'après lui, le thème retenu est d'une pertinence indéniable, car, à l'ère du numérique, l'Internet n'est plus seulement un espace de formation ou de socialisation, il est devenu un puissant accélérateur des connaissances, d'opportunités et de revenus capables de transformer la vie de tous ceux qui savent l'utiliser à bon escient. Se positionne comme une initiative inclusive et pragmatique

« Le numérique constitue aujourd'hui un pilier stratégique dans la construction d'une jeunesse autonome, compétente et résiliente. Nous savons qu'au Congo comme ailleurs, l'économie digitale ouvre des nouveaux horizons. Le e-commerce, la création des contenus, les services numériques, la formation en ligne, le travail à distance, l'innovation technologique ainsi que l'entrepreneuriat social et digital constituent aujourd'hui des secteurs porteurs dans lesquels les jeunes bâtir leur avenir.



Les officiels posant avec un échantillon d'un jeune par arrondissement/Adiac

parfois qualifiés d'enclavés ou isolés. « Voquart se positionne comme une initiative inclusive et pragmatique, pensée pour accompagner les quartiers les plus petits des périphéries de Brazzaville ainsi que ceux des autres villes du pays. Il s'agit donc d'un véritable haut-parleur des aspirations locales avec pour ambition de renforcer le sentiment d'appartenance, valoriser les talents, encourager l'unité nationale et contribuer durablement à la stabilité sociale », a décris le gestionnaire des projets au sein de cette plateforme.

Faisant partie de nombreux invités, le député de la 3e circonscription électorale de Makélékélé, dans le 1er arrondissement de Brazzaville, Alban Kaky, a apprécié cette initiative à sa juste valeur. Selon lui, il s'agit d'un pro-

jet salutaire d'autant plus que le développement communautaire est l'une des voies qui permettent aux gens de se prendre en charge individuellement et collectivement. « Aujourd'hui, Voquart veut mettre en lumière cette jeunesse et lui faire comprendre que chacun doit participer activement à mieux connaître son environnement, son quartier et être sa voix afin de pouvoir participer à son développement. C'est quelque chose de très important, connaître son environnement et pouvoir se soutenir mutuellement parce que le développement communautaire demande à ce que les gens se soutiennent mutuellement afin qu'ils puissent œuvrer à améliorer leur qualité de vie au quotidien », a-t-il commenté.

Parfait Wilfried Douniama

CROISSANCE SOCIALE

Le premier forum sur la valorisation du capital humain s'est tenu à Brazzaville

Plus de 300 participants ont pris part, du 3 au 4 décembre à Brazzaville, au premier forum du capital humain organisé sur le thème « Développement et valorisation du capital humain : pilier de la croissance économique et sociale en République du Congo ».

Ce forum qui réunissait des décideurs économiques, experts nationaux et entreprises, parmi lesquelles Africa Global Logistics (AGL) et Congo, terminal a permis de mettre en relief l'adéquation emploi-formation en vue de susciter l'attractivité des talents, mettre en lumière la corrélation qualité de vie au travail et productivité.

L'événement se positionne comme la plateforme de référence pour les professionnels des Ressources Humaines en République du Congo et se veut un espace d'échange, de formation mais aussi de réflexion stratégique autour du développement et de la valorisation du capital humain. « Au cours des ateliers, les professionnels ont trouvé un espace d'échanges et partage d'expérience. Les étudiants et chercheurs d'emplois eux ont pu échanger avec les équipes RH



Des participants sur le stand d'AGL/DR

sur les questions de recrutement et entretiens d'embauche », s'est réjoui Nouani Kiba Gatsongo, président exécutif de l'observatoire africain des ressources humaines.

Pour sa part, le directeur des Ressources humaines Congo Terminal, Aristide NDJAWA a soutenu qu'orienter les jeunes, leur donner les outils d'employabilité ou les astuces pour réussir leur vie professionnelle font partie des priorités d'AGL. « La solidarité est une valeur partagée par tous les collaborateurs de notre entreprise », a-t-il indiqué.

Présents dans les salons business, les forums d'emplois, orientation scolaire formation des jeunes, Africa Global Logistics Congo et Congo Terminal accompagnent également plusieurs projets de sponsoring et mécénat en lien avec les guidelines du Groupe.

Guy-Gervais Kitina

ACCÈS AUX SOINS

L'OC2D vulgarise la Charte du patient

L'Observatoire congolais des droits des consommateurs (OC2D) a mobilisé, le 27 novembre à Brazzaville, des agents de santé, des représentants communautaires et partenaires techniques autour d'un projet de Charte du patient. Une rencontre qui constitue une étape clé dans le processus de restructuration des comités de santé et d'amélioration de la qualité des services sanitaires au Congo.

Le projet dont cet atelier fait partie vise à renforcer douze comités de santé rattachés aux districts sanitaires de Brazzaville. L'objectif est d'améliorer la gouvernance locale, améliorer la participation communautaire et réduire les plaintes vis-à-vis des centres de santé intégrés(CSI).

Plusieurs actions sont prévues, notamment l'identification et la sensibilisation des comités de santé (Cosa), l'organisation d'assemblées générales pour les mettre en conformité avec le décret 2020-553 et la formation de leurs membres. Des ateliers sur le rôle des comités d'usagers dans les hôpitaux de référence vont compléter le dispositif.

Déjà menées dans les localités de Pointe-Noire, Dolisie, Djambala et Ouesso,

les activités de diffusion de la Charte atteignent désormais la capitale. « *Cet atelier s'inscrit dans la continuité des actions engagées pour mieux informer les usagers et renforcer leur rôle dans le système de santé* », a rappelé René Ngouala. La revue du secteur de la santé réalisée en 2018 avait mis en évidence de graves insuffisances, dont la faible implication communautaire et le manque de vulgarisation des textes et procédures concernant l'accès aux soins. Selon le président de l'OC2D, la participation des communautés, via les Cosa, demeure essentielle pour relever les défis persistants du système de santé congolais.

La Charte du patient, élaborée en avril 2023 par le ministère de la Santé en



Les parties prenantes à la Charte du patient/Adiac

collaboration avec plusieurs partenaires, s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle vise à garantir les droits et devoirs des usagers, afin d'améliorer la qualité des soins et de renforcer

la transparence au sein des structures sanitaires. Arvyne Mbadi, responsable des actions sanitaires au district sanitaire de M'Filou, partage cet avis. Comme l'ensemble des participants

Fiacre Kombo

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Lancement de la campagne nationale de distribution des moustiquaires imprégnées

Le ministère de la Santé et de la Population, à travers le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), en partenariat avec le Fonds mondial, a lancé, le 3 décembre à l'hôpital pédiatrique Marien-Ngouabi de Talangaï, la campagne nationale de distribution de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (Milda) pour se protéger contre le paludisme.

C'est sur le thème « Dormons et faisons dormir nos familles sous la moustiquaire imprégnée, pour éviter le paludisme » que cette campagne a été officiellement lancée par le directeur départemental de la santé de Brazzaville, Jacques Achille Opango, en présence de plusieurs autorités et représentants de services sanitaires nationaux et internationaux.

La campagne vise, selon lui, à contribuer à réduire la morbidité et la mortalité liées au paludisme au Congo d'ici 2027 et à mener des interventions prioritaires susceptibles d'imacter directement sur la morbidité et la mortalité palustre à l'ensemble des ménages congolais, y compris chez la femme enceinte et chez les enfants de moins de cinq ans.

Au Congo, le paludisme est la première cause des consultations avec 46% des cas, 33% d'hospitalisation et 26% de mortalité, notamment chez les enfants et les femmes enceintes



Remise des moustiquaires imprégnées/DR

considérés comme les principales victimes de cette maladie. « *L'accès universel des Milda a pour objectifs d'atteindre au moins 90% des ménages congolais et faire en sorte que 80 % de la population dorme sous une moustiquaire* », a indiqué Jacques Achille Opango. Débutée dans le sixième arrondissement de Brazzaville, la distribution des Milda se fera en plusieurs étapes. La première concernera les arrondissements de Talangaï, Madibou, Mfilou, Kintélé et l'Île Mbamou, tandis que la deuxième se poursuivra dans les autres arrondissements avec l'appui du Catholic relief services retenu comme bénéficiaire chargé de la campagne. Le ministère de la Santé a rappelé à la population d'étendre la moustiquaire à l'ombre pendant 24 heures avant la première utilisation, de la laver avec du savon et jamais avec du détergent ou du javel.

Jean Pascal Mongo-Slyhm



AVIS A DEMANDE DE COTATION
DC N° 004/MASSAH/UGP-PSIPJ/F/CF/2025

ACQUISITION DE LA MATIERE D'ŒUVRE AU PROFIT DES CENTRES DE FORMATION PUBLICS DE OUESSO DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-COMPOSANTE 6.2 DU PROJET PSIPJ

1. La République du Congo a obtenu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Conformément aux procédures de la Banque mondiale, le projet se propose d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à l'acquisition de la matière d'œuvre au profit des centres publics de formations des jeunes vulnérables de la ville de Oueddo.

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition de la matière d'œuvre au profit des centres de formation publics de Oueddo en cinq lots ainsi qu'il suit :

- Lot 1 : Acquisition du matériel de construction (Menuiserie, Maçonnerie et Electricité) ; des matériels de construction (Menuiserie, Maçonnerie et Electricité Bâtiment) ;
- Lot 2 : acquisition du matériel informatique et consommable ; du matériel de cuisine et restauration ;
- Lot 3 : acquisition du matériel agricole et d'élevage ;
- Lot 4 : acquisition du matériel couture ;
- Lot 5 : acquisition du matériel de cuisine et restauration

1. La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l'ANNEXE XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de Juillet 2016 Révisions Novembre 2017, Août 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 ».

1. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale, d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) et prendre connaissance du dossier de demande de cotations à l'adresse mentionnée ci-après : sis dans l'enceinte de la forêt de la patte d'Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé-Brazzaville ; Tél : (+242) 06.135.90.90, E-mail : cpm@psipj.com de 9 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

1. Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés en version papier ou électronique auprès de l'UGP du projet PSIPJ ou par mail aux adresses ci-dessous.

1. Les offres devront être remises à la cellule de passation de l'Unité de Gestion du projet PSIPJ au plus tard le 19 décembre à 12 heures 00 minute TU en un (1) original et deux (02) copies,

plus la version électronique (dans une clé USB). L'ouverture des plis se fera à l'issue des dépôts des offres, dans les locaux de l'Unité de Gestion du projet PSIPJ à partir de 12h 30 minutes et les fournisseurs qui le souhaitent peuvent y assister. La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée.

Les offres remises en retard (hors délai) ne seront pas acceptées

1. Aucune garantie de soumission n'est exigée. En outre, les soumissionnaires devront joindre à leurs offres, les pièces administratives et fiscales suivantes en cours de validité :

- Leur numéro d'Identification Unique (NIU) ;
- Le SCIEN et le SCIET ;
- Leur attestation de registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM) ;
- La patente 2025 ;
- Le certificat de non-redevance fiscale ;
- Un certificat de non-faillite ;
- Un Certificat de moralité fiscale ;
- L'attestation De Non-Imposition ;
- Le quitus de la CNSS.

1. Les offres resteront valables pendant soixante jours (60) jours pour compter de la date limite ci-dessus fixée pour leur remise. Les livraisons se feront à Oueddo, dans les locaux des différents centres de formation. Le délai de livraison sera de quatorze (14) jours calendaires.

1. L'UGP-PSIPJ se réserve le droit d'accepter, de rejeter toutes les offres ou d'annuler la procédure de demande de cotations à tout moment avant l'attribution du marché.

1. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ).

Adresse : sis dans l'enceinte de la forêt de la patte d'Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé-Brazzaville

Numéro de téléphone : (+242) 06.135.90.90

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le 05 décembre 2025

Le Coordonnateur

Antoine Régis NGAKEGNI

ELECTION AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'UAT

Luc Missidimbazi renforce sa candidature

Le candidat congolais à la tête du secrétariat général de l'Union africaine des télécommunications (UAT), Luc Missidimbazi, vient d'achever, le 21 novembre, une vaste tournée africaine marquée par une succession de rencontres diplomatiques, de distinctions prestigieuses et d'initiatives stratégiques visant à promouvoir sa vision d'une Afrique numérique intégrée et souveraine.

De Kinshasa à Cape Town, en passant par Dakar, Rabat, Alger et Conakry, cette tournée s'est imposée comme un moment fort de sa campagne, confirmant l'intérêt que suscite son projet au sein des institutions africaines.

À Kinshasa, lors de l'Africa Digital Innovation Summit 2025, Luc Missidimbazi a reçu le Prix Champion du Numérique, dans la catégorie Personnalité, une distinction qui salue son engagement pour le développement du numérique en Afrique centrale et son rôle dans la montée en puissance du salon Osiane, devenu une référence continentale. Le lauréat a dédié ce prix à la jeunesse africaine et aux entrepreneurs, soulignant qu'il représente « la reconnaissance d'un travail collectif en faveur d'un numérique africain souverain ».

Quelques jours plus tard, à Dakar, l'Institut Africain de Recherche Pluridisciplinaire Appliquée, en partenariat avec le CVPT Education Tunis, lui a décerné le titre de Docteur honoris causa, remis par le professeur Makou. Cette distinction honore son expertise et ses contributions majeures au développement des télécommunications sur le continent.

Une tournée couronnée de succès

La tournée a également été marquée par plusieurs audiences de haut niveau. A Dakar, après un



Luc Missidimbazi à gauche reçoit une distinction DR

entretien avec l'ambassadeur du Congo au Sénégal, Mr Aka-Evy, le candidat a participé au K-Senegal Open X, organisé par ODS Hub, où il a encouragé les startups sénégalaises à rejoindre le Challenge Osiane Startup 2026. Il a profité de son passage pour rencontrer Speedmoves, une jeune entreprise congolaise installée dans la capitale sénégalaise.

À Rabat, en marge des African Telecommunications & Digital Al-

liances (ATDA), des discussions stratégiques ont été menées avec la Banque mondiale et plusieurs partenaires clés autour de la candidature congolaise à l'UAT et de la préparation de la 10 édition du salon Osiane.

A Alger, Luc Missidimbazi a été reçu par Son Excellence Sid Ali Zerrouki, ministre algérien des Postes et Télécommunications. Les échanges ont porté sur la coopération bilatérale, sur la dynamique du

Forum Africa Startups d'Alger et sur les ambitions du Congo à la tête de l'UAT.

Le déplacement à Cape Town, dans le cadre du Global Summit sur l'Identité numérique, lui a permis d'approfondir les discussions avec plusieurs délégations, notamment de la SADC et de la CEA, autour des enjeux d'interopérabilité et de confiance numérique. Le candidat y a également tenu des entretiens avec le ministre algérien, Sid Ali

Zerrouki, et Steven Mputi, ministre du Lesotho. Enfin, à Conakry, lors du Transform Africa Summit, Luc Missidimbazi a présenté sa vision pour l'avenir de l'UAT au cours de panels et de rencontres institutionnelles de haut niveau, renforçant son ancrage dans l'écosystème numérique africain.

Pour Luc Missidimbazi, ces résultats constituent une avancée importante, mais non déterminante. Il rappelle que l'enjeu principal réside désormais dans la capacité à transformer les soutiens individuels en appuis institutionnels : « Ces reconnaissances sont encourageantes, mais la campagne n'est pas terminée. Il nous faut maintenant obtenir l'endossement officiel des organisations sous-régionales et régionales. C'est sur le terrain diplomatique que se joue la suite », a-t-il indiqué.

Conseiller du Premier ministre congolais en charge des Postes et Communications électroniques, directeur Broadband à l'ARPCE, président du Fasuce et de l'ONG Pratic, ainsi que promoteur du salon Osiane, Luc Missidimbazi cumule plus de vingt-cinq ans d'expérience dans les technologies de l'information et de la communication. Sa candidature à la tête de l'UAT s'inscrit dans une vision de connectivité universelle, d'innovation technologique et de coopération renforcée entre les États africains.

Rude Ngoma

ENERGIE

Ulsan Holding signe un accord avec le Botswana

Le gouvernement botswanais a conclu un protocole d'accord de 5,5 milliards de dollars avec Ulsan Holding et ses partenaires pour réhabiliter les centrales de Morupule et développer de nouvelles capacités solaires et de charbon propre.

Le document a été signé par la ministre botswanaise des Mines et de l'Énergie, Bogolo Joy Kewewendo, le président d'Ulsan Holding, Fatih Gülsün, le directeur des investissements de Mercuria Energy Trading, Jianyun Sun, le directeur du développement international d'IGI, Fangzhou Xu, ainsi que le président du conseil d'administration de Tfgl, Khalid bin Mohammad Al Attiyah.

D'une durée de sept ans, l'accord porte sur la réhabilitation des centrales thermiques A et B de Morupule, la construction de nouvelles centrales solaires et de centrales à charbon utilisant des technologies propres, ainsi que la rénovation des infrastructures de transport et de distribution d'électricité.

La capacité totale de production attendue est de 1,5 gigawatt, permettant au Botswana de renforcer sa sécurité énergétique et d'envisager l'exportation d'élec-

tricité au sein du Southern African Power Pool.

Ulsan travaille aussi sur un vaste projet de fer au Congo

Ulsan, déjà implanté dans l'exploration minière au Botswana, mène également un vaste projet de fer au Congo, avec une production prévue en 2026 d'une capacité initiale de 3 millions de tonnes par an, portée à 5 millions à partir de la troisième année.

Pour mener à bien ce projet, Ulsan conduit les travaux de réhabilitation de la voie ferrée de 465 km reliant Mayoko au port de Pointe-Noire, dont la gestion des activités conventionnelles est assurée par le groupe turc Albyarak.

La société négocie aussi avec le gouvernement congolais l'acquisition d'un terrain dans une zone industrielle spéciale afin d'y construire une usine intégrée de production de pellets, de fer de réduction directe (Dri) et d'acier,



Les officiels lors de la signature de l'accord DR actif dans les secteurs minier, énergétique, pétrolier, du charbon, de la construction et de l'aviation, avec un intérêt particulier pour les minéraux critiques et radioactifs à dimension stratégique.

Fortuné Ibara

ainsi qu'un projet énergétique propre de 120 Mw destiné à alimenter ses installations.

Selon Ulsan, ses investissements sur le continent atteindront 300 millions de dollars sur la période 2025-2026, dont 80 % destinés au

Congo et 20 % au Botswana. Fondé en 1999, Ulsan Holding est un conglomérat turc spécialisé dans la défense, notamment les explosifs, les munitions, les drones et les systèmes de surveillance. Le groupe est également

DISTINCTION

Maixent Raoul Ominga récompensé d'une médaille d'honneur

L'action positive de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) pour l'éducation et la culture en République du Congo, dans le cadre de sa responsabilité sociétale, a conduit à la récompense d'une médaille d'honneur de son directeur général, Maixent Raoul Ominga, lors de la cinquième édition des Prix des Arts et de la Culture organisée le 3 décembre à Paris par l'ONG «One Vision « que préside le franco-congolais Dreyfus Louyebo.

La distinction récompense l'action du récipiendaire pour l'éducation et la culture menée par la société qu'il dirige. Elle constitue une source de satisfaction pour la SNPC, a confié son directeur. Et d'ajouter: "Elle honore notre entreprise et l'ambition de continuer à faire émerger des découvertes significatives à partir des actifs que les autorités nous ont confiés".

Maixent Raoul Ominga a été reconduit dans ses fonctions pour 5 ans par décret présidentiel, le 16 octobre dernier. Parmi ses dernières œuvres réalisées sous

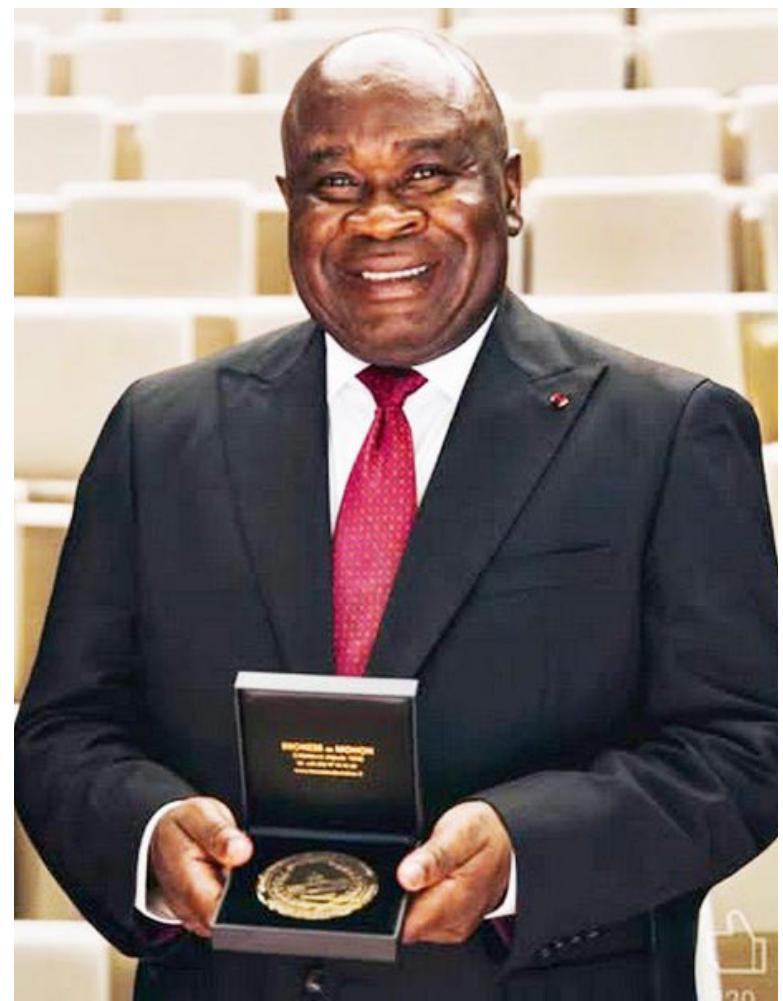
sa direction à la SNPC figurent le complexe scolaire de Liberté et le Lycée d'enseignement général Simon-Pierre-Kinkhouna-Ngot de Dolisie.

Présent à ce rendez-vous annuel parisien qui a réuni plus de 400 invités dont des artistes, personnalités culturelles et acteurs du monde des affaires venus célébrer ceux qui font rayonner l'art et la culture en France et à l'international, Enoch Matabouna, président du conseil d'administration de la SNPC, a déclaré: "Que l'action de la SNPC soit reconnue à Pa-

ris, en ce lieu emblématique qu'est l'Institut de France, berceau de la connaissance et de l'excellence, est un motif de satisfaction pour nos équipes et fait l'honneur des Africains".

L'association «One Vision» oeuvre, depuis 2019, pour la valorisation de la création artistique et culturelle en France ainsi qu'à l'international. Ses projets s'articulent sur cinq axes : éducation, santé, environnement, aide humanitaire, arts et culture.

M.A.N.



INTERVIEW

Digne Elvis Tsalissan Okombi : « La jeunesse constitue le moteur du développement socio-économique de notre pays »

Digne Elvis Tsalissan Okombi, ancien ministre chargé des Relations avec le Parlement de la République du Congo, coordonnateur général de l'association Génération auto entrepreneur (GAE) porteuse du mouvement Le Patriarche, s'est résolu à mener des actions de proximité sur le terrain, à travers le pays. Lors de ses déplacements, il draine avec lui une «Vague bleue» en vue d'effectuer une pédagogie et d'inciter les populations à créer des emplois en faveur des jeunes et à se lancer dans l'entrepreneuriat. Un projet visant à un appel au rassemblement autour de Denis Sassou N'Gesso, reconnu comme Patriarche au sein de la classe politique. De passage à Paris en France, Digne Elvis Tsalissan Okombi a accordé une interview aux Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : En quoi consiste la mobilisation intitulée «Vague bleue» menée à travers toute l'étendue de la République du Congo ?

Digne Elvis Tsalissan Okombi (D.E.T.O.) : Restituons d'abord la genèse de la GAE, créée à la suite de l'appropriation et de la mise en œuvre par nos soins d'une des résolutions issues du dialogue intergénérationnel, consistant en l'apport de réponses concrètes aux jeunes, un pan entier estimé à ce jour, selon les statistiques, à près de 70 % de la population congolaise. Convaincus qu'ils constituent le moteur du développement économique et social de notre pays, notre initiative a consisté à ancrer cette résolution vers l'entrepreneuriat. Pour mener à bien cette orientation majeure, et considérant le président Denis Sassou N'Gesso comme Patriarche, nous estimons qu'il dispose de l'expérience nécessaire pour y parvenir.

Dans son discours du 28 novembre 2025, sur l'état de la nation, le président de la République a donné une orientation majeure, je cite : « L'avenir est dans l'entrepreneuriat et l'auto emploi ». C'est dans ce sens que, dans les jours qui viennent, nous lancerons un plaidoyer afin d'obtenir, pour les 5 ans à venir, un environnement favorable à l'entrepreneuriat en vue d'innover ; de créer des emplois ; et de contribuer à la croissance économique. La GAE appelle à mettre un accent particulier sur ce volet.

L.D.B. : Vous menez déjà ces actions de proximité concernant ce volet. Comment procédez-vous ?

D.T.E.O. : Nous menons notre action dans le cadre légal, ici est aussi le lieu de remercier le président d'honneur de cette association qui n'arrête pas de mobiliser les ressources pour accompagner la vision du patriarche dans la prise en charge des questions de jeunes. Nous n'empêtons aucunement sur la plate-bande gouvernementale. En collaboration avec les institutions et d'autres associations œuvrant dans le domaine de l'emploi, d'une manière transversale, nous apportons des solutions concrètes à la couche de la population où l'on relève le taux de chômage le plus élevé dans notre pays. Nous expliquons qu'il est bien loin le temps où exercer un travail dans notre pays était synonyme d'être fonctionnaire, faisant traditionnellement de la République du Congo un pays de fonctionnaires. La réussite par le travail a été pendant très longtemps déterminée en intégrant la Fonction publique et en y effectuant une carrière. De nos jours, ce modèle a montré ses limites. Nous constatons aussi que les entreprises existantes dans le secteur privé ont, pour la plupart, déjà atteint un seuil limite en matière de recrutement. D'où notre apport en proposant une alternative consistant à former les jeunes, pré-sélectionnés et, ensuite, les financer pour aboutir à l'auto-emploi. C'est ce que nous avons appelé «la géné-



ration autoentrepreneur». L'Association fonctionne comme un incubateur en faisant appel aux jeunes. En appui des structures existantes de l'écosystème du ministère des PME, nous les détectons et, tenant compte de la pertinence de leurs projets, pour être mis en incubation. À l'issue de cette étape, nous les finançons pour entreprendre. Nous comptons à ce jour plus de 12 000 jeunes ainsi que des milliers de femmes, qui ont bénéficié de ce mécanisme patriotique dans les différents départements du pays, au travers de notre programme « Matisa Affaires ». Nous avons particulièrement étendu ce dispositif à la gent féminine, composée en partie de femmes commerçantes et cultivatrices, en les finançant, en renforçant leur capacité, et en les dotant en outils de travail.

L.D. B. : Ce dispositif s'inscrit en partie sur la mobilisation de l'élection présidentielle

de 2026. Pourquoi l'endez-vous à la France puisque, vous le savez, les Congolais de l'étranger n'ont pas voix au chapitre à ce vote ?

D.T.E.O. : Nos compatriotes résidant à l'étranger sont partie prenante de la République tel que le souligne le chef de l'Etat quand il évoque notre diaspora. Notre mission en France a pour objectif de tisser des partenariats avec des partenaires techniques et des organisations œuvrant dans le domaine de l'emploi, en vue d'un partage d'expériences. Par exemple, France travail a mis en place des dispositifs qui pourront nous intéresser. Nous ouvrirons la voie à toutes initiatives de compatriotes détenteurs de savoirs et savoir-faire selon le vivier de ressource humaine dont ils possèdent l'expertise. Ils sont, pour certains, prêts à contribuer et à s'impliquer dans des projets concernant l'accompagnement des jeunes dans le cadre de la GAE, loin des préoccupations politiciennes. Ensemble, avec nos compatriotes, échangeons sur la problématique de l'employabilité des jeunes, mettons bien loin de nous la diaspora politique.

La démarche que nous avons aujourd'hui est liée au fait que nous avons des problématiques nécessitant qu'il y ait une expertise et que se trouvent des personnes qui puissent apporter leur pierre à l'édiifice en adéquation à cette expertise. C'est pour cela que, pensant que la France est l'un des pays dotés d'une bonne expérience en matière de

prise en charge des jeunes. Il nous faut, dans le cadre de la GAE, trouver des partenaires qui peuvent nous accompagner dans les projets que nous menons dans le cadre de la génération auto entrepreneur. Maintenant, la politique politique n'est plus de mise : je pense qu'il y a des gens plus adaptés pour faire cette politique-là. Aujourd'hui, nous voulons faire la politique autrement.

L.D.B. : À l'issue de ce périple, quel rôle sera le vôtre ?

D.T.E.O. : Au sein de la GAE, nous reconnaissons que nous avons à la tête de notre pays un homme qui, aujourd'hui, est pour nous le Patriarche et que c'est auprès de lui que s'élabore la marche à suivre. Notre classe politique est à 70, voire 80 %, constituée d'anciens collaborateurs. Nous gardons le cap de plaider pour un mandat de l'entrepreneuriat. Nous sommes à quelques instants de l'entrée en vigueur des conditionnalités dictées par la zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf). Nous estimons que si nous n'arrivons pas dès à présent à créer un tissu entrepreneurial conséquent, de sorte que les jeunes congolais soient dans une production de qualité, nous allons rater ce rendez-vous. Pour cela, il est important qu'une orientation claire et efficace soit donnée et le seul candidat capable de porter ce projet est notre patriarche, Denis Sassou N'Gesso.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

LITTÉRATURE

Une œuvre et une rencontre pour raviver la mémoire de Jacques Opangault

Des Congolais de divers horizons ont répondu présent, le 5 décembre, à Brazzaville à la cérémonie de présentation-dédicace du livre « Jacques L. Opangault 1907-1978 : De la colonie à la République, l'action politique », publié chez L'Harmattan. Une œuvre signée du professeur et chercheur Élie Mavoungou, disparu en 2024, et portée aujourd'hui par celui qui en fut le témoin privilégié et préfacier, Émile Opangault, fils du héros politique.

D'entrée de jeu, Émile Opangault a restitué le contexte de la genèse du livre, un récit qu'il a livré avec émotion. Tout commence par un projet avorté du colloque sur Félix Tchicaya, « le premier député congolais, que l'on connaît mal ». C'est là qu'un certain Élie Mavoungou, brillant scientifique congolais résidant en Allemagne, l'aborde à distance et lui dit : « *Écoute, M. Opangault, j'ai une idée, je dois écrire quelque chose sur votre père* ». Opangault raconte avoir réuni les archives nécessaires, senti la pression du travail et perçu la fatigue du chercheur. Puis le coup de fil fatal de juin 2024 tombe. « On m'a dit que M. Mavoungou est mort... Mon frère était atteint d'un cancer. Il voulait vite finir le travail pour le laisser à la postérité », se remémore Émile Opangault. Le public observe, à sa demande, une minute de silence en mémoire de l'auteur. Émile conclut son mot sur une conviction : la nécessité d'écrire, encore et encore,



Une vue de l'assistance lors de la cérémonie/Adiac

l'histoire politique du Congo. « Nous ne sommes peut-être plus des nations en gestation, mais nous ne sommes pas des nations matures encore », affirme-t-il, avant de céder la parole au Pr François Miyouna, figure familiale de ces combats mémoriels. Le Pr Miyouna, qui fut un acteur majeur du colloque Opangault de 2018, a présenté l'ouvrage avec rigueur tout en ménageant le suspense. « Il ne m'est pas permis de dévoiler le contenu inté-

gral de cet ouvrage... Vous risquez de ne plus l'ache-ter », précise-t-il. Il déroule néanmoins la structure, le contexte et les lignes de force de l'essai biographique, insistant sur la richesse documentaire et l'ampleur historique du récit. Le cœur de son intervention se concentre sur le personnage central : Jacques Opangault, homme de vertu, de responsabilité et de patriottisme. Dans son intervention, il rappelle sa vision nationale, sa capacité à « concilier op-

position et compromis », sa rigueur gestionnaire comme lorsqu'« il n'avait pas hérité à réduire son propre salaire ». Et surtout, cet attachement profond à la nation : « L'intérêt particulier ne peut pas éclipser l'intérêt général ».

Le public prend la parole
Après les interventions magistrales d'Emile Opangault et du Pr Miyouna, les échanges se sont ouverts. Le Pr Grégoire Lefouoba a salué cette

œuvre littéraire et, surtout, sa « force de la restitution historique ». Le cinéaste congolais et passionné d'histoire, Hassim Tall Boukambou, a quant à lui insisté sur l'actualité des enseignements d'Opangault au profit de la postérité. Le politique et écrivain Jean-Pierre Heyko Lekoba a également évoqué l'importance du livre pour la jeunesse. Josué Ndamba, après lecture, dit retenir trois points forts du personnage principal : la lutte nationale, l'intégrité morale et le courage politique. Pour sa part, le Pr Joachim Goma-Thethet a souligné la qualité du travail mémoriel entrepris.

Et dans l'assistance, la présence du ministre de la Défense, Charles Richard Mondjo, ajoutait un éclat particulier à cette célébration du devoir d'histoire. En somme, ce rendez-vous littéraire a été une soirée où les mots, les souvenirs et la pensée politique congolaise ont retrouvé un souffle, celui que voulait laisser Élie Mavoungou : un héritage.

Merveille Jessica Atipo

AFRIQUE CENTRALE

Au cœur de la bataille Boeing-Airbus pour un marché aérien en pleine ascension

La croissance du trafic aérien africain - +6 % par an selon Boeing - redessine les cartes d'un marché longtemps marginalisé.

Et si l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe concentrent aujourd'hui les annonces de commandes, l'Afrique centrale apparaît désormais comme l'un des terrains les plus convoités par les avionneurs, portée par une urbanisation rapide, l'essor du fret et une demande croissante de connectivité régionale.

Un marché encore modeste, mais stratégiquement incontournable

Les prévisions sont claires : Boeing estime que la flotte africaine doublera d'ici 2044 pour atteindre 1 680 appareils, quand Airbus anticipe 1 460 avions livrés d'ici 2043.

Dans ce paysage, l'Afrique centrale - CEMAC et RDC comprise -

reste sous-équipée, avec moins de 70 avions commerciaux en exploitation, mais représente l'une des plus fortes marges de progression du continent.

Selon les spécialistes de l'aviation civile, les besoins prioritaires sont : des monocoïloirs pour les liaisons domestiques et intrarégionales; des cargos pour soutenir le commerce transfrontalier; quelques gros-porteurs pour connecter Douala, Libreville, Brazzaville ou Kinshasa aux hubs du Golfe, de Paris ou d'Istanbul.

Boeing conserve l'avantage... mais Airbus perce enfin

Avec près de 70 % de parts de marché sur le continent, Boeing reste dominant : 737 NG, 737 MAX et 767 cargo équipent la majorité des flottes opérant en Afrique centrale.

Les autorités du secteur soulignent la robustesse, la disponibilité des pièces et l'héritage des décennies d'exploitation de Boeing au sein d'Air Afrique, Camair-Co, Equaflight, Congo Airways ou TransAir Congo.

Airbus, longtemps minoritaire, accélère pourtant sa pénétration : une flotte Airbus croissante en RDC, une présence désormais visible chez Afrijet (Gabon) via des ATR et un futur intérêt pour l'A220,

un réseau industriel marocain qui sécurise l'approvisionnement en pièces pour le continent, et un centre africain de support client qui rassure les exploitants.

Un enjeu stratégique : la formation Boeing estime que l'Afrique aura besoin de 74 000 pilotes, techniciens et membres d'équipage d'ici vingt ans.

Or, l'Afrique centrale manque cruellement d'écoles certifiées, ce qui en fait un marché de formation que se disputent déjà Boeing Global Services et Airbus Training Services.

Les États, eux, voient plus loin : attirer les avionneurs, c'est aussi créer des emplois, moderniser les hubs de Douala, Libreville ou Kinshasa, et renforcer l'intégration régionale.

Un marché qui entre enfin dans la « carte du monde »

Après des décennies d'attentisme, l'Afrique centrale n'est plus un angle mort. Pour Boeing comme pour Airbus, la région devient un laboratoire : celui où se jouera une partie de la croissance mondiale du transport aérien d'ici 2040.

Le marché est encore petit - mais désormais incontournable

Noël Ndong



AVIS A DEMANDE DE COTATION
DC N° 005/MASSAH/UGP-PSIPJ/F/CF/2025

ACQUISITION DE LA MATIERE D'ŒUVRE AU PROFIT DES CENTRES DE FORMATION PUBLICS DE DOLISIE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-COMPOSANTE 6.2 DU PROJET PSIPJ

1. La République du Congo a obtenu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Conformément aux procédures de la Banque mondiale, le projet se propose d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à l'acquisition de la matière d'œuvre au profit des centres publics de formations des jeunes vulnérables.

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition de la matière d'œuvre au profit des centres de formation publics de Dolisie en deux lots ainsi qu'il suit :

- Lot 1 : Acquisition du matériel agricole et d'élevage
- Lot 2 : Acquisition du matériel informatique et consommables de bureau,

1. La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l'ANNEXE XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de Juillet 2016 Révisions Novembre 2017, Août 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 ».

1. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale, d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) et prendre connaissance du dossier de demande de cotations à l'adresse mentionnée ci-après : sis dans l'enceinte de la forêt de la patte d'Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé-Brazzaville ; Tél : (+242) 06.135.90.90, E-mail : cpm@psipj.com de 9 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

1. Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés en version papier ou électronique auprès de l'UGP du projet PSIPJ ou par mail aux adresses ci-dessous.

1. Les offres devront être remises à la cellule de passation de l'Unité de Gestion du projet PSIPJ au plus tard le 19 décembre à 12 heures 00 minute TU en un (1) original et deux (02) copies, plus la version électronique (dans une clé USB). L'ouverture des plis se fera à l'issue des dépôts des offres, dans les locaux

de l'Unité de Gestion du projet PSIPJ à partir de 12h 30 minutes et les fournisseurs qui le souhaitent peuvent y assister.

La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée.

Les offres remises en retard (hors délai) ne seront pas acceptées

1. Aucune garantie de soumission n'est exigée. En outre, les soumissionnaires devront joindre à leurs offres, les pièces administratives suivantes en cours de validité :

- Leur numéro d'Identification Unique (NIU) ;
- Le SCIEN et le SCIET ;
- Leur attestation de registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM) ;
- La patente 2025 ;
- Le certificat de non-redevance fiscale ;
- Un certificat de non-faillite ;
- Un Certificat de moralité fiscale ;
- L'attestation De Non-Imposition ;
- Le quitus de la CNSS.

1. Les offres resteront valables pendant soixante jours (60) jours pour compter de la date limite ci-dessus fixée pour leur remise. Les livraisons se feront à Dolisie, dans les locaux des différents centres de formation. Le délai de livraison sera de quatorze (14) jours calendaires.

1. L'UGP-PSIPJ se réserve le droit d'accepter, de rejeter toutes les offres ou d'annuler la procédure de demande de cotations à tout moment avant l'attribution du marché.

1. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ).

Adresse : sis dans l'enceinte de la forêt de la patte d'Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé-Brazzaville

Numéro de téléphone : (+242) 06.135.90.90

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le 05 décembre 2025

Le Coordonnateur

Antoine Regis NGAKEGNI

ACCÈS POUR TOUS À L'ÉNERGIE

Une étude menée par la Corap interpelle les autorités du secteur

Intitulé le « Baromètre de l'accès pour tous à l'énergie en RDC : ce que pensent les Kinois sur l'accès à l'électricité », ce rapport accablant relève la situation précaire de l'accès à l'énergie dans la capitale congolaise et propose des pistes de solution en vue de l'améliorer et faciliter ainsi le développement de la ville et du pays tout entier.

La Coalition des organisations de la Société civile pour le suivi des réformes et de l'action publique (Corap) a rappelé, le 1er décembre 2025, lors d'un dîner de presse tenu dans la salle du restaurant Les auspices, dans la commune de la Gombe, l'importance de l'électricité ou de l'énergie pour le développement. La Corap a également profité de cette rencontre qui avait parmi ses objectifs, la consolidation de ses liens avec la presse afin d'avancer ensemble sur les questions essentielles qui touchent la ville de Kinshasa voire la RDC, pour lancer officiellement son rapport, « Baromètre de l'accès pour tous à l'énergie en RDC : ce que pensent les Kinois sur l'accès à l'électricité », résultat du sondage réalisé sur l'approvisionnement en électricité dans la ville de Kinshasa.

« *Le développement du pays dépend directement de notre capacité à garantir l'accès pour tous à l'énergie électrique. Sans énergie, il ne peut y avoir de développement* », a déclaré le secrétaire exécutif de la Corap, Emmanuel Musuyu.

« *Les enquêtes menées dans les provinces, dans le cadre de notre initiative Baromètre d'accès à l'électricité en RDC visent à mesurer les niveaux d'accès et de réaliser des études destinées à proposer des réponses aux défis identifiés dans le secteur* », a

précisé le chargé de plaidoyer et responsable de l'axe « Accès pour tous à l'énergie » au sein de la Corap, Justin Mobomi.

Un outil de plaidoyer, de sensibilisation et d'interpellation.

Le « Baromètre de l'accès pour tous à l'énergie en RDC : ce que pensent les Kinois sur l'accès à l'électricité » est, en effet, selon la Corap, un outil de plaidoyer proposant des réponses aux défis identifiés.

Cette enquête fournit une vision précise des réalités énergétiques à Kinshasa, indispensable pour identifier les zones prioritaires et orienter les mesures visant à améliorer la fourniture électrique dans la capitale.

Ce sondage, mené sur huit mois (octobre 2024 – mai 2025), a touché l'ensemble des 24 communes de Kinshasa, à l'exception de Maluku et Kisenso. Bien que la participation ait été variable, les réponses recueillies dans presque toutes les communes témoignent d'une prise de conscience collective et d'un intérêt marqué des Kinois pour la question énergétique.

Selon les conclusions de cette étude, la majorité des Kinois ayant participé à ce sondage ont noté la fourniture en électricité comme étant très faible, soit 1/10, représentant 108 personnes suivie de 3/10 (101 personnes) et 2/10 (81 personnes). 55 personnes

ont attesté que la fourniture en électricité était à 5/10. Seules 4 personnes ont déclaré que la fourniture en électricité dans leurs quartiers est de 10/10, et 15 personnes l'ont évaluée à 9/10.

« *Près de 75% des participants attribuent les notes les plus faibles à la qualité de la fourniture en électricité* », a conclu la Corap.

« *Ainsi, l'évaluation de la qualité de la fourniture en électricité, sur la base des notes attribuées par les participants, met en évidence une réalité préoccupante : la majorité des ménages kinois vivent avec un service jugé très faible, bien en deçà des standards attendus. Cette perception négative, largement partagée dans toutes les communes, traduit un malaise profond et prépare le terrain pour analyser en détail les causes structurelles et conjoncturelles de ce faible accès à l'électricité* », a-t-elle indiqué. A en croire la Corap, ce constat montre non seulement l'incapacité structurelle de la SNEL à répondre aux besoins croissants de la capitale, mais aussi l'ampleur du désenchantement des usagers. « *Face à ce déficit, les ménages développent des stratégies alternatives souvent coûteuses et insoutenables : recours massif au charbon de bois, accentuant la déforestation dans les périphéries ; usage du gaz GPL et autres combustibles fossiles, avec des*

risques pour la santé et l'environnement ; adoption croissante de solutions solaires domestiques, mais encore limitées aux ménages ayant un minimum de moyens financiers », a souligné cette plateforme d'ONG.

Quant aux causes profondes de cette situation, cette étude a révélé qu'au-delà de la vétusté des infrastructures, plusieurs dynamiques urbaines, institutionnelles et socio-politiques expliquent l'ampleur de la crise énergétique à Kinshasa. Il s'agit notamment de l'urbanisation non planifiée et anarchique ; de la pression des infrastructures modernes ; des défaillances institutionnelles et financières ; de la croissance démographique et pression migratoire ; et de la gouvernance parallèle et informelle.

Et, les conséquences de cette situation sont multiples dont, sur le plan social, les inégalités accrues entre ménages capables de financer des solutions alternatives et ceux contraints de subir les coupures permanentes ; sur le plan économique, la perte de productivité pour les petites entreprises, blocage du développement industriel et augmentation du coût de la vie ; sur le plan environnemental, la pression accrue sur les forêts périurbaines et hausse de l'usage de combustibles fossiles, contribuant aux émissions de gaz à effet de serre. Alors que sur le plan sanitaire, il y a l'exposition

des populations aux incendies domestiques, aux inhalations de fumée (charbon, kerosène) et aux risques électriques.

Les autorités interpellées

Les résultats du sondage ont directement interpellé les décideurs publics et privés. Pour sortir de cette impasse, plusieurs pistes se dessinent. Il s'agit notamment de la réhabilitation et modernisation urgente des infrastructures (cabines, lignes, disjoncteurs) héritées de l'époque coloniale, de la planification urbaine intégrée afin de lier aménagement des parcelles, extension des réseaux et normes techniques d'électrification, du développement des énergies renouvelables décentralisées, notamment le solaire, à travers un appui technique et financier aux ménages et PME locales. Il y a également l'assainissement de la gouvernance de la SNEL, incluant le règlement des dettes publiques, la transparence et la lutte contre la corruption des « journaliers » ; la mise en place d'un mécanisme de financement innovant associant bailleurs, secteur privé et État pour des projets pilotes d'électrification dans les zones les plus touchées ; ainsi que l'éducation et sensibilisation communautaire pour encourager les pratiques sécurisées et responsables dans la consommation et la gestion de l'énergie.

Lucien Dianzenza

ACCORD RDC-RWANDA

Moïse Moni Della salue l'intervention directe de l'administration américaine

Le vice-ministre honoraire de la Presse et de l'information et président du parti politique Conservateurs de la nature et démocrates (Conade) a noté que le président américain, Donald Trump s'interpose et s'impose entre le Congolais Tshisekedi et le Rwandais Kagame.

L'acteur politique Moïse Moni Della a noté que le 4 décembre 2025, à Washington, le président américain, Donald Trump va s'interposer et s'imposer entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame pour la signature d'un accord de paix. Selo lui, cet accord doit, en principe, mettre fin à la guerre dans l'Est de la RDC, laquelle est soutenue et entretenue par le Rwanda pendant plus d'un quart de siècle. Le vice-ministre honoraire de la Presse et de l'information et président du parti politique Conservateurs de la nature et démocrates (Conade) s'est réjoui du fait que, pour la première fois, l'administration américaine intervienne d'une manière directe en dehors de la sous-traitance, autres fois assurée par ses alliés la France, la Belgique, le Qatar... « *Ce changement de*



Moïse Moni Della/DR

stratégies prouve incontestablement la volonté manifeste de la grande puissance mondiale de mettre fin à cette guerre pour ses intérêts économiques et stratégiques. Ne dit-on pas qu'un pays n'a pas d'amis, que des intérêts à défendre ? », a-t-il écrit dans sa réaction sur l'évolution

de la situation.

Pour Moïse Moni Della, en effet, la RDC peut aussi tirer les dividendes dans ce « marché des dupes ».

« *À malin, malin et demi, disait un vieux sage de mon village de Wenga dans les Ankutshu, territoire de Kibombo », a-t-il souligné.*

Selon le président du parti Conade, tenant compte de cette évidence, le président américain Donald Trump va peser de tout son poids politique, diplomatique, économique et militaire pour mettre fin à la guerre dans l'Est de la RDC. « Pour le locataire de la Maison Blanche, l'échec n'est pas envisageable. Sinon, cela serait interprété directement comme une humiliation personnelle pour celui qui crie sur tous les toits qu'il a mis fin aux conflits armés en RDC avant même la signature de l'accord de paix entre les deux frères amis et ennemis intimes Félix et Paul », a-t-il souligné. De soin avis, Donald Trump lorgne et espère avec raison recevoir le Prix Nobel de la paix pour ses efforts de paix au Moyen Orient, en Ukraine et dans la région des Grands lacs. « *Connaissant la prestance, la constance et l'arrogance de l'homme le plus puissant de la terre après Allah le tout puissant, je suis convaincu que la fin de la guerre planifiée par le Rwanda et exécutée par l'AFC/M23 est très proche. Il ne restera que les services après-vente que le maître de la Maison Blanche va laisser aux autres. Ce qui va occasionner, à coup sûr, le dialogue entre Congolais. Dans le cas où les deux protagonistes et leurs supplétifs ne traduisent pas dans les actes la fin de la guerre, ils risquent d'être écartés de la scène politique. Trump dira clairement à Kagame : +Vous devez retirer vos militaires en RDC +. Cette recommandation correspond à la recommandation de feu Pape François lors de sa visite en RDC : +enlevez vos mains du Congo et l'Afrique + », s'est convaincu Moïse Moni Della.*

Lucien Dianzenza



N°187/ACBEF/DE/25

**AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CABINET NATIONAL INDEPENDANT CHARGE
DE SELECTIONNER LES CANDIDATS PAR POSTE
POUR LES MEMBRES DU COMITE DE NOMINATION
ET DE GOUVERNANCE (CNG).**



L'Association Congolaise pour le Bien Être Familial (ACBEF) est une Organisation Non Gouvernementale à but non lucratif, Membre accréditée de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF) et partenaire du Gouvernement Congolais en matière de la santé sexuelle et de la reproduction. Elle œuvre pour le leadership en Santé Sexuelle et de la Reproduction en optimisant l'offre des services de qualité, la promotion des Droits de Santé Sexuelle et de la Reproduction (DSSR) pour tous les individus et en s'appuyant particulièrement sur les populations vulnérables et mal desservies.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme institutionnelle initiée depuis 2023, notamment en ce qui concerne la mise en place de nouvelles instances dirigeantes, et par la décision n°007/ACBEF-25/DE portant création d'un Comité Neutre de Réforme (CRN) issu de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Membres tenue le 21 septembre 2025 à Brazzaville, l'ACBEF recruterá un cabinet national indépendant qui sera chargé de sélectionner en toute impartialité les candidats par poste pour les membres du Comité de Nomination et de Gouvernance (CNG).

Instructions aux soumissionnaires

Tout cabinet indépendant intéressé par la présente demande devra soumettre sa proposition technique et financière au Directeur Exécutif de l'ACBEF, sous pli fermé avec mention « AVIS D'APPEL D'OFFRES N°187/ACBEF/DE/25 pour le recrutement d'un cabinet national indépendant chargé de sélectionner les candidats par poste pour les membres des instances de Gouvernance nationale» et à déposer au siège de l'Association, situé au N°49, Avenue de la Base, quartier Batignolles Brazzaville au plus tard le 15 décembre à 14h 00mn.

1-Les dossiers de soumission doivent contenir :

- Une (01) lettre de soumission adressée au Directeur Exécutif de l'ACBEF,
- Une copie (01) d'agrément délivré par l'autorité publique compétente;
- Une (01) attestation de mandat des prestataires désignés à cet effet;
- Un (01) curriculum vitae de chaque prestataire mandaté par le cabinet;
- Une (01) facture proforma des prestations d'une durée d'une semaine pour la sélection des membres du CNG;
- Une (01) copie du RCCM du cabinet,
- Une (01) copie relevé bancaire du cabinet,
- Une (01) copie du NIU du cabinet;
- Un catalogue des expertises réalisées.

2-La soumission de votre candidature doit faire l'objet d'une copie conforme à l'originale qui sera envoyée en version numérique à : acbef.contact@acbef.com / acbef@yahoo.fr / recrutement@acbef.com.



N°188/ACBEF/DE/25

**AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT
DES MEMBRES DU COMITE DE NOMINATION ET
DE GOUVERNANCE DE L'ACBEF**



L'Association Congolaise pour le Bien-être de la Famille (ACBEF), organisation non gouvernementale à but non lucratif, membre accrédité de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF) et partenaire du Gouvernement Congolais en matière de Santé Sexuelle et Reproductive, recrute parmi ses membres volontaires actifs et autres personnes (non membres volontaires ou externes), des hommes, des femmes et des jeunes âgés de 15 à 24 ans résidant à Brazzaville pour constituer son Comité de nomination et de Gouvernance qui recrute et évalue l'efficacité des comités permanents de l'Association. Les postes de membres du Comité de Nomination et de Gouvernance sont : (i) Président(e); (ii) Secrétaire général(e); (iii) Membre volontaire Jeune (MAJ); (iv) deux Membres (dont 1 externe).

QUALIFICATIONS ET COMPETENCES REQUIS

Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur en sciences de gestion, en sciences sociales ou humaines et avoir une preuve en gestion, droit et administration publique, médecine, plaidoyer et autres domaines équivalents et avoir une influence auprès du gouvernement avec des expériences de cadre supérieur.

Les candidats intéressés doivent préciser les postes pour lesquels ils postulent et soumettre leur dossier de candidature, composé d'un CV et d'une matrice de compétences renseignée, téléchargeable en ligne via le lien : <https://docs.google.com/document/d/19vf0P9PK9WIWBhC2SNHg5F98x87ZPcFZ/edit?usp=sharing&ouid=112587392000401445405&rtpof=true&sd=true>, soit à déposer à partir du 15 décembre 2025 aux sièges des antennes locales et au siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux adresses suivantes:

-Antenne de Brazzaville (clinique SSR ACBEF) : 134, Avenue des 3 martyrs, Moungali (en diagonale de perspective d'avenir), Tel : +(242) 06.951.02.74;

-Antenne de Pointe-Noire (clinique SSR ACBEF) : Clinique, Rue Moudilou / Quartier OCH à côté de la pharmacie la Grande (Arrêt de bus la baguette d'Or), Tel : +(242) 06.974.16.94;

-Antenne de Dolisie (clinique SSR ACBEF) : Clinique, 17 Avenue Monseigneur Augouard quartier Babembé, Tel : +(242) 06.447.45.87 / 06.559.36.36 / 06.630.95.31;

-Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF : 49, Avenue de la Base, quartier Batignolles, Moungali-Brazzaville (en face de l'arrêt de bus BOPAKA) ou par voie électronique à recrutement@acbef.com et acbefre-crute@gmail.com.

La matrice de compétence à remplir en version papier est disponible dans les antennes locales et au Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux mêmes adresses indiquées ci-dessus.

Les offres devront être déposées aux adresses ci-dessus (aux différents sièges) au plus tard le 15 décembre 2025 à 14h 00mn, dans une enveloppe fermée adressée au comité de sélection et de recrutement de l'ACBEF, avec la mention « Appel d'offres pour le recrutement des membres du Comité de Nomination et de Gouvernance ».

NB : Les candidatures des femmes et des jeunes (15-24 ans) sont encouragées.

N°190/ACBEF/DE/25

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT DES MEMBRES DU COMITE D'AUDIT DES FINANCES ET DES RISQUES (CAFR) DE L'ACBEF

L'Association Congolaise pour le Bien-être de la Famille (ACBEF), organisation non gouvernementale à but non lucratif, membre accrédité de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF) et partenaire du Gouvernement Congolais en matière de Santé Sexuelle et de la Reproductive, recrute parmi ses membres volontaires actifs et autres personnes externes (non membres volontaires), des hommes, des femmes et des jeunes âgés de 15 à 24 ans pour constituer son Comité d'Audit, des Finances et des Risques (CAFR) qui est un organe d'appui à la gestion de l'Association et surveille la performance financière de l'A.M.

Les postes de membres du Comité d'Audit, des Finances et des Risques sont : (i) Président(e); (ii); (iii) Rapporteur(se); (iv) deux membres.

QUALIFICATIONS ET COMPETENCES REQUIS DES MEMBRES

Les critères de sélection des membres invités à siéger au Conseil et à ses Comités doivent avoir des qualifications et une expertise avérée de haut niveau dans les domaines suivants :

- Économie;
- Finance;
- Comptabilité;
- Audit;
- Gestion.

Les candidats intéressés doivent préciser les postes pour lesquels ils postulent et soumettre leur dossier de candidature, composé d'un CV et d'une matrice de compétences renseignée, téléchargeable en ligne via le lien :

https://docs.google.com/document/d/1PjCNIH5F2XLfHMEqY_xyYxxRfIwtcHlozCCR83NVM/edit?usp=sharing, soit à déposer à partir du 15 décembre 2025 aux sièges des antennes locales et au siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux adresses suivantes:

-Antenne de Brazzaville (clinique SSR ACBEF) : 134, Avenue des 3 martyrs, Moungali (en diagonale de perspective d'avenir), Tel : +(242) 06.951.02.74;

-Antenne de Pointe-Noire (clinique SSR ACBEF) : Clinique, Rue Moudilou / Quartier OCH à côté de la pharmacie la Grande (Arrêt de bus la baguette d'Or), Tel : +(242) 06.974.16.94;

-Antenne de Dolisie (clinique SSR ACBEF) : Clinique, 17 Avenue Monseigneur Augouard quartier Babembé, Tel : +(242) 06.447.45.87 / 06.559.36.36 / 06.630.95.31;

-Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF : 49, Avenue de la Base, quartier Batignolles, Moungali-Brazzaville (en face de l'arrêt de bus BOPAKA) ou par voie électronique à recrutement@acbef.com et acbefre-crute@gmail.com.

La matrice de compétence à remplir en version papier est disponible dans les antennes locales et au Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux mêmes adresses indiquées ci-dessus.

Les offres devront être déposées aux adresses ci-dessus (aux différents sièges) au plus tard le 15 décembre 2025 à 14h 00mn, dans une enveloppe fermée adressée au comité de sélection et de recrutement de l'ACBEF, avec la mention « Appel d'offres pour le recrutement des membres du Conseil d'Administration ».

NB : Les candidatures des femmes et des jeunes (15-24 ans) sont encouragées.



**AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE**

LES DÉPÈCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÈCHES DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un 

**Identifiez-vous
gratuitement pour recevoir
la newsletter et restez
informés des principaux
faits marquants de
l'actualité.**



SCANNEZ
LE QR CODE



**ABONNEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter

JOURNÉES DU VIVRE-ENSEMBLE DU POOL

Les organisateurs présentent le projet à Brazzaville

Les activités «des Journées du vivre-ensemble» auront lieu à Kinkala, chef lieu du département du Pool, en janvier 2026. En prélude à la tenue de ces journées, le comité d'organisation conduit par son président, le sénateur Jean-de-Dieu Kourissa, et la marraine de l'événement, Béatrice Ayessa, a organisé une rencontre dans l'auditorium Denis-Sassou-N'Gesso du projet.

La rencontre s'est ouverte par le mot de la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Béatrice Ayessa, marraine des «Journées du vivre-ensemble du Pool», qui a souligné que l'histoire du Congo s'écrit et se décline dans la prise en compte des traditions particulières qui tracent la généalogie de tant de générations. Elle est surtout la marque du lien d'appartenance à un territoire, à une culture, à une manière de vivre. « *En m'associant à ce que je considère comme un acte de citoyenneté partagée, vous me donnez l'occasion de tisser un lien d'appartenance avec une tradition, une vision de la vie* », a souligné Béatrice Ayessa. Et d'ajouter : « *L'heure est venue de regarder devant nous. Levons nos voix, partageons nos savoirs, et incarnons chaque jour cette gouvernance du cœur. Que le «Bukongo», la voie sacrée des anciens, guide nos pas vers un avenir où le «nous» sera toujours plus fort que le «moi»... Frères et sœurs du Pool, l'occasion nous est offerte de redécouvrir la force qui a toujours soutenu nos villages, nos marchés et nos rencontres: le vivre-ensemble...* »

Prenant la parole au nom du pré-



fet du Pool, le conseiller politique Francis Tela a fait savoir à l'auditoire que le préfet Jules Mounkala-Tchoumou a mis tout son cœur dans cette initiative. Il a la forte conviction que la paix, l'unité nationale et la cohésion sociale sont des conditions fondamentales de développement. « *Aujourd'hui, notre responsabilité collective est de transformer la résilience de nos populations en une force motrice pour la paix durable et le développement* », a-t-il signifié. Ces journées du vivre-ensemble à Kinkala, a-t-il dit, doivent être un

moment de partage, mais aussi de projection vers l'avenir. « *Elles doivent permettre de surmonter ce qui empêche ou empêcherait de construire et dégager ce que nous voulons ensemble. Il est question de dialoguer, proposer et engager des actions allant dans ce sens. Les différents cadres ici présents, vous êtes des passeurs d'idées, d'expertise et de responsabilité* », a souligné Francis Tela.

Le vivre-ensemble exige que chacun ait un sens de responsabilité

ne soit plus jamais un espace de fracture, mais un espace de convergence et d'opportunités. Il estime que les journées du vivre-ensemble y contribueront si chacun de nous apporte sa voix, son expérience et surtout son cœur », a conclu le conseiller politique.

Dans son mot de circonstance, le sénateur Jean de Dieu Kourissa, président de l'association Désir d'unité et président du comité d'organisation de ces journées du vivre-ensemble, a indiqué que cette rencontre vise à briser la glace de la division, bannir les incompréhensions, dépasser les préjugés et d'affirmer une volonté forte que le Congo est un et indivisible. « *Depuis toujours, le vivre-ensemble est le socle de notre identité nationale. Il est le ciment invisible qui relie nos différences, nos cultures et nos histoires pour en faire une seule et même nation. Le vivre-ensemble est notre bien commun, c'est notre héritage* », a souligné le président du comité d'organisation. Notons que la rencontre a eu lieu en présence des sénateurs, députés, notables et de toutes celles et tous ceux qui ont une histoire avec le Pool.

Bruno Zéphirin Okokana

PROMOUVOIR LA MUSIQUE CONGOLAISE

L'établissement «Makosophie» organise une série de concerts

En vue de renforcer la conservation culturelle des valeurs artistiques congolaises et de permettre aux amoureux de la bonne musique de passer les fêtes de fin d'année en beauté, la maison MKS que préside Bienvenu Okoma, plus connue sous le pseudonyme de Makosophie, organise un live et karaoké dans sa salle des spectacles, les 5, 12, 14, 19, 21, 24 et 28 décembre. L'entrée est gratuite.

Ne pouvant pas satisfaire tout le monde au même moment, l'établissement «Makosophie» a pris un échantillon des musiciens pour représenter tous les artistes auprès de la population. Il s'agit, entre autres, de Kevin Mbouandé et Patrouille des stars, Elverone Ndinga, DJ Love Papa Mapassa, DJ Privat Kaporedji, 12 Mémoires, Likala ya moto, DJ Lifao Vautour, DJ Diabolos, DJ Kratos, Yoros, Eloko ya peuple et Serrol Kassa. « *On ne doit pas méconnaître le rôle que joue la musique au sein de la population congolaise, car c'est un vecteur de transmission de bonnes mœurs. En d'autres termes, la musique rassemble les peuples et met aussi en avant le culturel de ce même peuple* », a déclaré le patron des établissements MKS, Bienvenu Okoma.

En effet, lorsque cette salle a été lancée le 14 février 2020, c'était pour recevoir les artistes de façon régulière pour les karaoké, les répétitions et les grands concerts. Malheureusement les artistes n'ont

pas pu s'exprimer à cause de la pandémie de covid-19. Dorénavant les mesures de confinement et autres étant levées, la maison «Makosophie» a pensé réactualiser son plan d'action de départ à compter du 5 décembre.

Cette logique, pense Bienvenu Okoma, n'est autre que pour renforcer la conservation culturelle des valeurs artistiques congolaises qui ont toujours fait leur preuve depuis des générations, à l'instar des Bantous de la capitale, de feu Chairman Jacques Koyo, de feu Fernand Mabala, de Clotaire Kimbolo, de Roga-Roga et son Extra musica, de Kevin Mbouandé et son Patrouille des stars. « *Nous invitons toutes les couches à venir soutenir les artistes qui représentent aussi le flambeau national dans la salle de fêtes de l'établissement «Makosophie» situé au rond-point Moungali derrière la station d'essence. C'est un spectacle gratuit que notre établissement offre à ses clients moyennant leur mo-*



deste consommation. Cela, selon la disponibilité de chacun de procéder à la réservation des places VIP. C'est aussi une manière pour notre établissement d'accorder le Black-friday à tous ceux qui viendront », a signifié, Bienvenu Okoma.

Concernant l'année 2026, l'établissement «Makosophie» a prévu 48

karaoké et 4 grands concerts par artiste, une manière de soutenir la musique congolaise. Aussi, outre le programme officiel, un concert spécial de Roga-Roga est prévu pour le 14 décembre. Ce concert est sur invitation.

Au programme du 5 décembre, Likala ya moto et 12 Mémoires. Le 12 décembre, Elverone Ndinga, DJ

Love Papa Mapassa et DJ Lifao Vautour. Le 19 décembre, Kevin Mbouandé et Patrouille des stars. Le 21 décembre, DJ Diabolos et DJ Kratos. Le 24 décembre, DJ Privat Kaporedji, Yoros, Eloko ya peuple et Serrol Kassa. Le 28 décembre est prévu un concert d'ensemble. Pour la petite histoire, Bienvenu Okoma a lancé la maison de production musicale «Makosophie» en 2016. Nourrissant des ambitions d'être autonome et, surtout, professionnel, il construit une salle de spectacles d'une capacité de plus de deux mille places et achète du matériel flambeau neuf. C'est à partir de là que sa maison de production MKS a commencé ses activités avec le concept «Doudou Copacabana Koffi». Ensuite le trio Kevin Mbouandé, Shery Gambo et Trésor Mvoula TM9... Et c'est cette maison qui produit une série de concerts du 5 au 28 décembre 2025.

B.Z.O.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT DES MEMBRES DU BUREAU LOCAL D'UNE ANTENNE DE L'ACBEF**

L'Association Congolaise pour le Bien-être de la Famille (ACBEF), organisation non gouvernementale à but non lucratif, membre accrédité de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF) et partenaire du Gouvernement Congolais en matière de Santé Sexuelle et Reproductive, recrute parmi ses membres volontaires actifs, des hommes, des femmes et des jeunes âgés de 15 à 24 ans pour constituer ses Bureaux locaux au niveau des antennes (Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie), qui sont des organes décentralisés.

Les postes de membres du Bureau de l'Antenne locale sont : (i) Président(e), (ii) Secrétaire, (iii) Trésorier(ère), (iv) Chargé(e) de plaidoyer et de mobilisation des ressources, (v) Chargé(e) des droits humains et égalité des sexes, (vi) Représentant(e) (le/la Point Focal(e) Local(e) ou son/ sa suppléant(e), (vii) Membres ex-officio (Président du Bureau sortant et le Coordonnateur de l'Antenne).

QUALIFICATIONS ET COMPETENCES REQUISES DES MEMBRES

Les critères de sélection des membres invités à siéger au Bureau local doivent inclure une expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Leadership ;
- Gouvernance internationale, nationale ou locale des organisations communautaires ou humanitaires ;
- Expérience dans le réseautage ou les alliances en SDSR ;
- Expérience de cadre supérieur (pour adulte) ;
- Expérience de la mise en œuvre de programmes ;
- Prestation de services SDSR/prestation de services entre pairs ;
- Contrôle financier et surveillance ;
- Gestion des risques ;
- Expertise juridique ;
- Plaidoyer et mobilisation de ressources ;
- Expérience de la défense des intérêts et de l'influence auprès de gouvernement ;
- Autonomisation des jeunes et/ou réseaux de jeunes ;
- Autres compétences et expériences pertinentes (à énumérer dans la matrice de compétences).

Les candidats intéressés doivent préciser les postes pour lesquels ils postulent et soumettre leur dossier de candidature, composé d'un CV et d'une matrice de compétences renseignée, téléchargeable en ligne via le lien : <https://docs.google.com/document/d/1MtqHpBvgNjYWNfcfhR4PVQxQl53dV4w/edit?usp=sharing&ouid=112587392000401445405&rtpof=true&sd=true>, soit à déposer à partir du 15 décembre 2025 aux sièges des antennes locales et au siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux adresses suivantes :

- Antenne de Brazzaville (clinique SSR ACBEF) : 134, Avenue des 3 martyrs, Moungali (en diagonale de perspective d'avenir), Tel : +(242) 06.951.02.74 ;
- Antenne de Pointe-Noire (clinique SSR ACBEF) : Clinique, Rue Moudilou / Quartier OCH à côté de la pharmacie la Grande (Arrêt de bus la baguette d'Or), Tel : +(242) 06.974.16.94 ;
- Antenne de Dolisie (clinique SSR ACBEF) : Clinique, 17 Avenue Monseigneur Augouard quartier Babembé, Tel : +(242) 06.447.45.87 / 06.559.36.36 / 06.630.95.31 ;
- Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF : 49, Avenue de la Base, quartier Batignolles, Moungali-Brazzaville (en face de l'arrêt de bus BOPAKA) ou par voie électronique à recrutement@acbef.com et acbefrecrute@gmail.com.

La matrice de compétence à remplir en version papier est disponible dans les antennes locales et au Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux mêmes adresses indiquées ci-dessus.

Les offres devront être déposées aux adresses ci-dessus (aux différents sièges) au plus tard le 15 décembre 2025 à 14h 00mn, dans une enveloppe fermée adressée au comité de sélection et de recrutement de l'ACBEF, avec la mention « Appel d'offres pour le recrutement des membres du Bureau Local de l'Antenne de.....(préciser la ville où se trouve l'antenne parmi les trois citées plus haut) ».

NB : Les candidatures des femmes et des jeunes (15-24 ans) sont encouragées.

N°189/ACBEF/DE/25**AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ACBEF**

L'Association Congolaise pour le Bien-être de la Famille (ACBEF), organisation non gouvernementale à but non lucratif, membre accrédité de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF) et partenaire du Gouvernement Congolais en matière de Santé Sexuelle et Reproductive, recrute parmi ses membres volontaires actifs et autres personnes (non membres volontaires ou externes), des hommes, des femmes et des jeunes âgés de 15 à 24 ans résidant à Brazzaville pour constituer son Conseil d'Administration qui est un organe d'orientation des politiques et de suivi de l'Association.

Les postes de membres du Conseil d'Administration réservés aux membres volontaires sont : (i) Président(e) ; (ii) Secrétaire ; (iii) Trésorier (e) ; (iv) Point focal national MAJ ; (v) Chargé(e) de la gouvernance.

Les postes de membres du Conseil d'Administration réservés à des personnes extérieures sont : (i) chargé de plaidoyer et de mobilisation des ressources ; (ii) chargé de droits humains et égalité des sexes et (iii) chargé de la santé maternelle infantile et néo-natale.

QUALIFICATIONS ET COMPETENCES REQUISES DES MEMBRES

Les critères de sélection des administrateurs invités à siéger au Conseil et à ses Comités doivent inclure une expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Leadership dans les DSSR ;
- Gouvernance aux niveaux national et ou international ;
- Expérience de cadre supérieur ;
- Mise en place de programmes ;
- Contrôle et surveillance financiers ;
- Gestion des risques ;
- Expertise juridique ;
- Levée de fonds et mobilisation des ressources ;
- Plaidoyer et collaboration avec les gouvernements (personne externes) ;
- Réseaux de jeunes et activisme des jeunes ;
- Prestation de services pair-à-pair ;

-Autres compétences, expériences et attributs pertinents. Les candidats intéressés doivent préciser les postes pour lesquels ils postulent et soumettre leur dossier de candidature, composé d'un CV et d'une matrice de compétences renseignée, téléchargeable en ligne via le lien : https://docs.google.com/document/d/10FRq1yKFB2_BivoQwyxc4jd-56dUGyPnG/edit?usp=sharing&ouid=112587392000401445405&rtpof=true&sd=true, soit à déposer à partir du 15 décembre 2025 aux sièges des antennes locales et au siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux adresses suivantes :

- Antenne de Brazzaville (clinique SSR ACBEF) : 134, Avenue des 3 martyrs, Moungali (en diagonale de perspective d'avenir), Tel : +(242) 06.951.02.74 ;
- Antenne de Pointe-Noire (clinique SSR ACBEF) : Clinique, Rue Moudilou / Quartier OCH à côté de la pharmacie la Grande (Arrêt de bus la baguette d'Or), Tel : +(242) 06.974.16.94 ;
- Antenne de Dolisie (clinique SSR ACBEF) : Clinique, 17 Avenue Monseigneur Augouard quartier Babembé, Tel : +(242) 06.447.45.87 / 06.559.36.36 / 06.630.95.31 ;

-Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF : 49, Avenue de la Base, quartier Batignolles, Moungali-Brazzaville (en face de l'arrêt de bus BOPAKA) ou par voie électronique à recrutement@acbef.com et acbefrecrute@gmail.com.

La matrice de compétence à remplir en version papier est disponible dans les antennes locales et au Siège social (Direction Exécutive) de l'ACBEF aux mêmes adresses indiquées ci-dessus.

Les offres devront être déposées aux adresses ci-dessus (aux différents sièges) au plus tard le 15 décembre 2025 à 14h 00mn, dans une enveloppe fermée adressée au comité de sélection et de recrutement de l'ACBEF, avec la mention « Appel d'offres pour le recrutement des membres du Conseil d'Administration ».

NB : Les candidatures des femmes et des jeunes (15-24 ans) sont encouragées.

LIONS CLUB INTERNATIONAL

Pierre-Marie Mboula visite la région 26

Le gouverneur 2025-2026 du district 403 B1 du Lions club, Pierre-Marie-Mboula, visitera du 2 au 5 décembre la région 26.

Pierre-Marie Mboula est venu au Congo pour visiter les clubs de la ville océane où l'association compte près de 13 Lions clubs. L'objectif principal de ces quatre jours de visite consiste, selon lui, à faire le point des activités avec tous les clubs de la région 26, une région qui regroupe les clubs de Pointe-Noire et de Dolisie. «Nous sommes à six mois de notre début d'exercice Lions qui a commencé en juillet et je fais le tour des clubs en vue de voir comment ceux-ci fonctionnent et comment leur venir en aide s'il y a des difficultés particulières. Il s'agit aussi de faire les évaluations en vue d'aller plus loin encore dans les activités au second semestre, parce que la raison d'être du Lions club est de servir ceux qui en



«J'apporte ici un message d'espoir et de solidarité aux membres de notre association, solidarité parce que nous avons besoin de rester tous ensemble.

Les membres de cette association sont tous des bénévoles, nous agissons en dehors de nos différentes activités professionnelles. En plus de la solidarité, il y a le partage d'expérience »

éprouvent le besoin », a-t-il déclaré.

Et de poursuivre : «J'apporte donc ici un message d'espoir et de solidarité aux membres de notre association, solidarité parce que nous avons besoin de rester tous ensemble. Les membres de cette association sont tous des bénévoles, nous agissons en dehors de nos différentes activités professionnelles. En plus de la solidarité, il y a le partage d'expérience ». «Chaque année, nous choisissons trois domaines spécifiques et, cette année, nous avons fait un focus sur la santé mentale, la malnutrition et l'environnement », a-t-il indiqué. Le district 403 B1 du Lions clubs regroupe 8 pays de la sous-région africaine, à savoir le Congo, le Gabon, le Cameroun, l'Angola, la Centrafrique, la Guinée équatoriale, le Tchad et Sao Tomé et Principe.

Séverin Ibara

LIGUE 1

Les clubs optent pour un championnat national à 16

Les clubs de Ligue 1, à travers un vote à bulletin secret, ont tranché définitivement le 1er décembre au siège de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) le débat quant à la participation de seize ou quatorze équipes pour le prochain championnat national.

Neuf des seize se sont prononcés en faveur d'une compétition à seize contre six défenseurs de l'ancien format à 14. La Jeunesse sportive de Talangaï (JST) étant le seul club ayant opté pour un bulletin nul. Le dépouillement des seize plis a été effectué par Jean Ignace Massamba, huissier de justice. Cette réunion était la suite logique de la dernière tenue le 27 novembre au cours de laquelle la question très capitale était restée en suspens. Mises devant un fait accompli, les équipes ont été invitées par la Fécofoot en attente des propositions concrètes à clarifier chacune leur position par écrit après avoir consulté leur Etat major.

Outre l'AS Cheminots et



Les clubs invités à se prononcer sur le format du championnat Fécofoot

l'Athlétic club Léopards de Dolisie, tous les clubs mythiques du pays comme Etoile du Congo, le Club athlétique renaissance aiglons, Diables noirs, Interclub et V Club Mokanda ont été favorables à un championnat à 14. L'AS JUK étant la

seule nouvelle équipe à les appuyer.

Red stars, Racing club de Brazzaville, Kouilou football académie, FC Kondzo, AS BNG, AS Vegas, AS Otohô, AS Cheminots et AC Léopards ont rappelé aux autres la position

qu'ils avaient eux-mêmes adoptée lors des premières concertations post crise avec la Fécofoot.

Cette mesure exceptionnelle a été adoptée d'un commun accord avec les clubs en raison de la perturbation subie par les

compétitions nationales, de l'arrêt du Championnat de la Ligue 2 et de la non-organisation de la Coupe du Congo sur deux années successives.

Red star et Kouilou football académie (KFA), classées respectivement premières de zones A et B de la Ligue 2, ont accédé directement en Ligue 1. Racing club de Brazzaville, la seizième équipe, a été sélectionnée au terme de la double confrontation à Ignié avec l'Association sportive Ponténigrine. Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot, a pris acte de la position des clubs, s'engageant à le transmettre aux autorités.

A suivre

James Golden Eloué

CONTENU LOCAL

Des leaders africains défendent un modèle sur la souveraineté économique

La 30^e édition des "Vendredis de Carrefour", dédiée au contenu local, s'est tenue du 4 au 5 décembre à Brazzaville, sous le haut patronage de la première dame, Antoinette Sassou N'Gesso. Responsables politiques, experts et acteurs économiques africains y ont appelé à un modèle de développement fondé sur la production locale, la souveraineté économique et une intégration continentale renforcée.

Rendez-vous majeur de la réflexion stratégique en Afrique, les Vendredis de Carrefour constituent un Think Tank pan-africain qui ambitionne de remplacer l'intelligence africaine au cœur des modèles de développement. Au fil des années, cet espace s'est imposé comme une plateforme réunissant experts, opérateurs économiques et institutions autour des problématiques structurantes, notamment dans les secteurs pétrolier et gazier.

Principal organisateur du forum, le secrétaire général des «Vendredi de Carrefour», Mike M'Vila, a rappelé l'essence de ce cercle de réflexion, conçu comme un espace intellectuel indépendant.

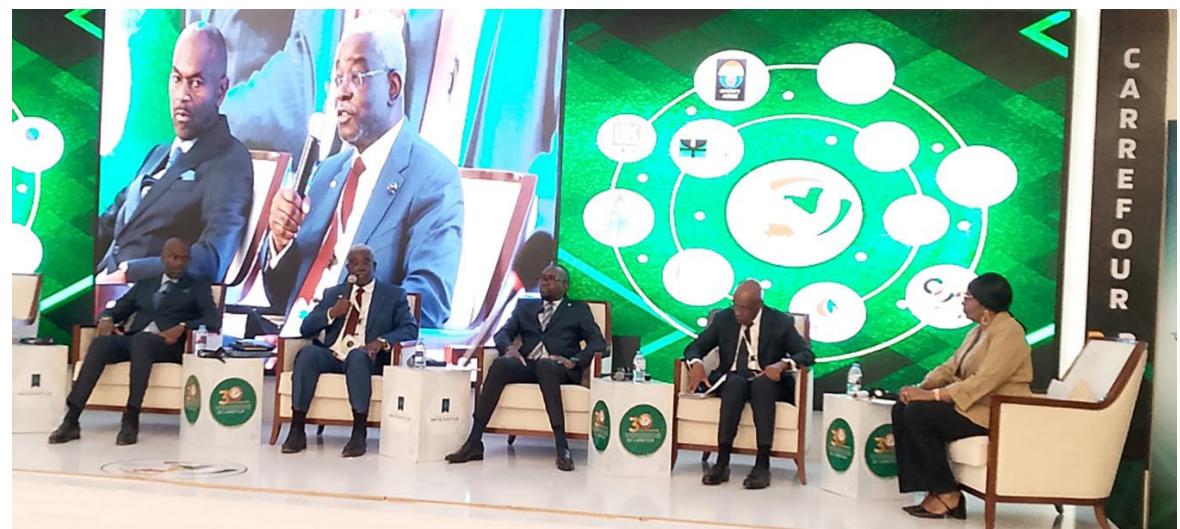
La 30^e édition tenu sur le thème « Le contenu local et le marché domestique : que faire, comment faire, avec qui faire, seul ou ensemble ? », interroge les stratégies les plus efficaces pour dynamiser l'économie du continent.

En ouvrant les travaux, le ministre congolais des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a exhorté les pays afri-

cains à reprendre la maîtrise de leur développement. Il a déploré la dépendance envers des modèles extérieurs qui perpétuent un schéma d'exportation de matières premières et d'importation de produits transformés. Pour inverser la tendance, il a décliné cinq axes prioritaires : la souveraineté énergétique visant à transformer localement les ressources pour créer de l'emploi et de l'industrie ; la valorisation nationale des richesses afin de réduire les importations ; l'accélération de l'intégration économique, notamment via la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ; la formation des cadres spécialisés ; et une diplomatie économique affirmée pour défendre les intérêts africains. Bruno Jean Richard Itoua a également plaidé pour l'émergence d'une pensée économique proprement africaine et la construction de modèles endogènes. «Seul, on avance ; ensemble, on s'élève», a-t-il insisté.

Un contenu local progressif et crédible

Pour le président d'Uni Congo,



Responsables politiques et économiques réunis à Brazzaville/Adiac

Michel Djombo, le contenu local est un outil puissant, mais qui doit être utilisé avec méthode. Il met en garde contre les approches trop brutales, citant l'exemple du secteur forestier où, selon lui, des réformes trop rapides ont fragilisé des équilibres économiques. Michel Djombo défend l'idée d'un contenu local « efficace, structuré, réaliste et progressif » adapté aux capacités actuelles du secteur privé congolais, encore marqué par un tissu industriel limité. Il a insisté sur la nécessité d'un cadre réglementaire clair (niveaux d'intégration, certification, évaluation) pour garantir

la prévisibilité des investissements).

Selon lui, le contenu local doit servir de levier de diversification économique, incluant, outre le pétrole, l'agriculture, l'énergie, les services, la logistique et l'économie digitale. Il a appelé à une politique construite dans le dialogue et à un partenariat actif entre l'État, les investisseurs internationaux et les entreprises locales. UniCongo, a-t-il assuré, accompagnera cette montée en compétence nécessaire pour créer des emplois et préparer l'après-pétrole.

Le manager de l'agence rwandaise NAEB, Claude Bizima-

na, a partagé l'expérience de son pays, présenté comme un exemple de reconstruction réussie après le génocide contre les Tutsi en 1994. Cette dynamique a conduit au lancement, en 2017, de la politique "Made in Rwanda" destinée à renforcer la production locale et la compétitivité industrielle grâce à des incitatifs fiscaux et réglementaires. Il a évoqué le rôle des partenariats régionaux, notamment au sein de la Zlecaf et de la Communauté d'Afrique de l'Est, ainsi que l'adoption du Guaranty Fund, facilitant les exportations de produits transformés.

Fiacre Kombo

ENGAGEMENT CITOYEN

Brazzaville accueille la 1^{ère} édition du Festival Slam pour les Droits Humains

Du 8 au 10 décembre 2025, l'Institut Bana Moyi vibrera au rythme du slam et de l'engagement citoyen à l'occasion de la première édition du Festival Slam pour les Droits Humains, initié par le Centre d'Actions pour le Développement (CAD). Lauréat du Prix de l'Innovation Nelson Mandela – Graça Machel décerné par CIVICUS, le festival s'impose déjà comme un rendez-vous majeur mêlant art, participation citoyenne et défense des droits humains.

Porté par Guerschom Gombouang, alias Guer2mo, responsable des programmes campagnes et plaidoyer du CAD et directeur artistique du festival, l'événement ambitionne de faire du slam un outil d'expression puissante au service de la liberté, de la justice sociale et de la démocratie.

Trois jours d'activités culturelles et citoyennes au profit du droit humain. Le festival se déroulera sur trois jours, à l'Institut Bana Moyi, situé au quartier Ex-Télé, au numéro 20 de la rue Soweto.

Au programme, il y aura la deuxième édition du concours de slam "Voix Libre". Le gagnant de cette soirée remportera un enregistrement studio, un clip



Guerschom Gombouang/DR

vidéo, un accompagnement médiatique et un trophée officiel du festival. La suite sera marqué par des scènes puisque les deux dernières soirées offriront des spectacles de slam réunissant des artistes venus de Brazzaville et Pointe-Noire, dont des figures reconnues comme Guer2mo et Black-Panther, aux côtés d'autres talents émergents.

Un village associatif et des ateliers thématiques

En journée, le festival abritera un village associatif réunissant 12 organisations, chacune disposant d'un stand pour présenter ses actions et échanger directement avec le public.

Parallèlement, plusieurs ateliers et panels seront organisés autour de thématiques comme l'engagement citoyen, les droits des femmes, l'initiation au slam et des discussions autour des droits humains. Ces activités s'adresseront aussi bien aux élèves, aux jeunes slameurs qu'au grand public. L'objectif consiste à favoriser un espace de dialogue, d'apprentissage et de co-construction de l'engagement citoyen.

Ce festival est, en effet, gratuit et ouvert à tous. Sa tenue coïncide avec la célébration, le 10 décembre de la Journée internationale des droits de l'homme

Rude Ngoma